

« PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS ! »

AVANT GARDE

JEUNESSE

JOURNAL DE
LA JEUNESSE
COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE



Numéro 12

Mai 1968

Prix : 1 franc

Toute correspondance AVANT-GARDE JEUNESSE - B.P. 39-16 Paris

Abonnements 12 numéros : Pli ouvert : France, 11 F ; Etranger, 15 F ; Pli fermé : France, 19 F ; Etranger, 25 F ; Soutien, minimum, 20 F



LA JEUNESSE DE LA RÉVOLTE A LA RÉVOLUTION

Meeting de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire

Le 9 mai 1968, 20 h 30, au Palais de la Mutualité

avec la participation de :

Daniel Bensaïd (France)
Peter Brandt (Allemagne)
Paolo Flores d'Arcais (Italie)

Massimo Gorla (Italie)
Ernest Mandel (Belgique)
et les dirigeants du groupe S.D.S. de Berlin

NANTERRE :

DE LA CONTESTATION DE L'UNIVERSITÉ CAPITALISTE A LA CONTESTATION DE LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE

DE LA REVOLTE...

Sans prendre mécaniquement l'origine d'un phénomène pour sa cause, il est pourtant évident qu'on ne peut expliquer les récents événements de Nanterre sans faire référence à la « grande grève de novembre ». Non parce qu'elle était inévitablement grosse de développements ultérieurs, mais parce qu'elle déterminait un point de non retour dont dépendait toute nouvelle possibilité de lutte.

L'ESCALADE REVENDICATIVE...

Eduqués dans les schémas et le vocabulaire stalinien, empressés de calquer les luttes étudiantes sur les luttes ouvrières (pour mieux y justifier des prétentions au rôle d'avant-garde?), nombreux sont les militants (CLER, UEC, ESU) qui parlent de grève et de lutte syndicale des étudiants par désir d'identification plus que par souci d'analyse. Il serait plus juste de dire qu'en novembre, dix jours durant, dix mille étudiants ont séché leurs cours sur le tas pour approfondir leur mouvement revendicatif et lui donner les formes organisationnelles nécessaires. En effet l'UNEF, qui n'a pas eu le temps, depuis la récente création de la

...ET SES LEÇONS

Dès lors une simple logique de bon sens, même aristotélicienne, scholastique, universitaire et non dialectique permettait de tirer deux grandes leçons de l'affaire.

1) Le mouvement revendicatif était enlisé après avoir obtenu satisfaction sur des points mineurs. Argumentant à coups de statistiques officielles, d'impératifs à court terme de l'économie, de coqs de combat, de Ve Plan et d'ordonnances, le ministère — l'Etat — proférait un méga-niet concernant l'essentiel. D'où les plus fûtes déduisaient que le problème était « en dernière instance un problème politique » celui du choix (par la bourgeoisie) des objectifs de l'économie (capitaliste) auxquels devait se subordonner l'université.

Dès lors, ou bien l'on s'inclinait devant l'argumentation « raisonnable » du ministre — et nombre d'étudiants, y percevant « leurs intérêts bien compris », le firent — ou bien l'on refusait les principes ultimes (le profit capitaliste) qui nous étaient assénés et on ruminait les moyens à se donner pour mener — consciemment désormais — la lutte sur le terrain politique où elle se situait de toute évidence.

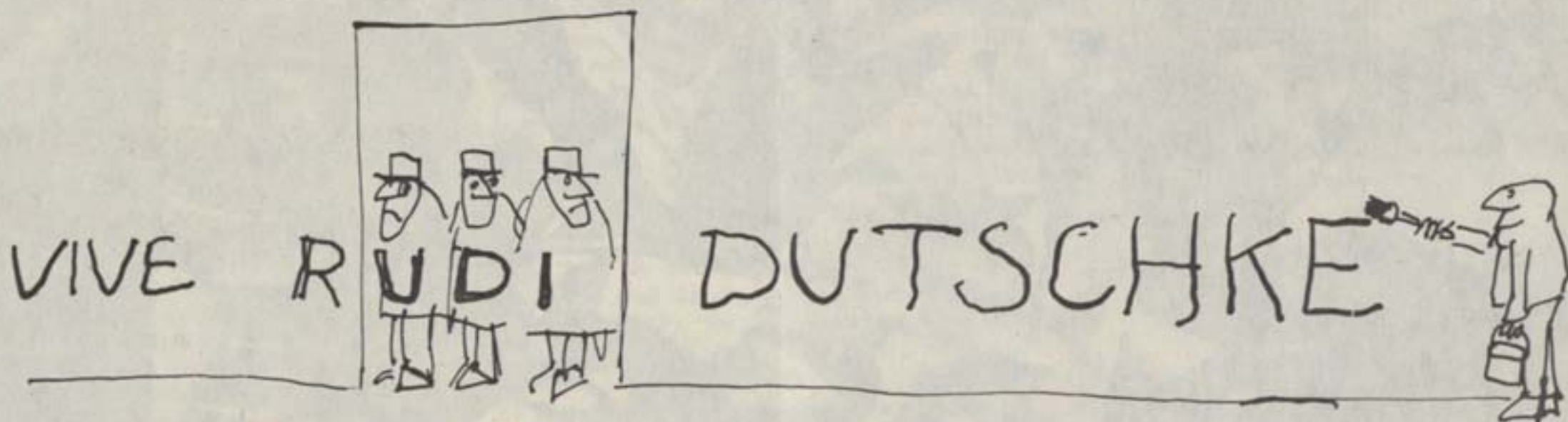
me à bon compte en plaquant une oreille de petit-bourgeois culpabilisé sur l'abdomen d'une classe ouvrière ventriloque pour y écouter babiller la conscience de classe enfin libérée des pontes syndicaux à la langue fourchue. On y entendra tout au plus les aspirations économiques d'éléments atomisés de la classe ouvrière ; on pourra constater leur combativité ; le problème de la jonction entre les luttes étudiantes et les luttes ouvrières demeurera entier.

ENTRE LE CUL-DE-SAC ET LE CERCLE VICIEUX

En effet là réside pour les avant-gardes étudiantes en mal de prolétariat le douloureux problème : pour renverser l'université bourgeoise il faut lutter aux côtés des organisations ouvrières contre la société capitaliste dans son ensemble ; or, les organisations ouvrières... etc. Les leçons de la grève éclairaient un éventail de possibilités.

a) ou bien l'UEC est assez forte pour prendre la tête des luttes étudiantes et les réintégrer dans le giron des forces démocratiques. Mais l'UEC...

FACULTE de NANTERRE



faculté, d'être reconnue et d'acquiescer une réelle audience à Nanterre, fut rapidement submergée.

Cette mobilisation de masse sans pareille en France, après la patiente élaboration de mots d'ordre et de revendications (sur les équivalences, l'encadrement pédagogique, le contrôle d'assiduité, les exigences en matière de formation) posait le délicat problème de la négociation. Pour le résoudre se constituait au niveau des départements des comités paritaires d'étudiants-professeurs et au niveau de la faculté un comité de grève regroupant syndiqués et non syndiqués. Certains parmi les professeurs les plus avancés pensaient faire de ces comités des instances d'intégration susceptibles de désamorcer le mouvement.

Encore eut-il fallu avoir quelque chose à négocier. Mais faute de pouvoir et de moyens, chaque « responsable » ne pouvait que se réfugier derrière son supérieur hiérarchique. L'escalade revendicative devait donc passer par le conseil de département, le conseil de faculté, le doyen pour venir mourir à bout de souffle contre le tout puissant ministère, retransmis hors de portée du ghetto nanterrois.

2) Là prend place la seconde leçon de la grève. Mener la lutte politique contre les priorités capitalistes du gouvernement signifie en principe mener la lutte aux côtés de la force réellement intéressée et résolue au renversement du système : la classe ouvrière. Mais, de mémoire de marxiste-léniniste, la classe ouvrière en tant que telle n'est pas résolue à mener la lutte jusqu'au bout. Elle est au contraire « spontanément réformiste et trade-unioniste ». Sa lutte économique contre le patron n'est même pas la lutte de classe. La lutte des ouvriers ne devient lutte de classe que lorsque, unifiée et dirigée par une avant-garde révolutionnaire, elle vise la bourgeoisie dans son ensemble, la bourgeoisie comme classe (1).

Or les directions ouvrières actuellement reconnues des masses, en dépit des incertitudes à la caennaise, n'ont pas pour but le renversement du système capitaliste mais leur propre admission au sein de ce système. Et elles l'ont encore prouvé au moment de la grève de Nanterre (cf. article sur le « 13 décembre » dans l'AGJ No 9). On ne saurait résoudre le problème

b) ou bien les directions ouvrières redevenaient subitement révolutionnaires et reconnaissent les avant-gardes étudiantes comme interlocutrices. Ce qui est démenti par la moindre analyse.

c) ou bien, fidèles à une ligne théoriquement juste, et misant sur la remontée des luttes ouvrières, les militants d'avant-garde à l'université essaient de pratiquer (dans la faible marge de manœuvre dont ils disposent) l'intersyndicalisme à partir de thèmes convergents tels que le refus de la rentabilisation capitaliste de l'université, le droit à une formation polyvalente et complexe, etc.

d) ou bien le mouvement étudiant se développe selon sa propre dynamique de contestation de l'université bourgeoise et de la société capitaliste au risque de s'isoler des « masses », du « peuple », des « couches laborieuses » et de leurs organisations.

(1) Cf. Lénine : Œuvres complètes t. 4 : « Trois articles pour la Rabotchaïa Gazeta », et t. 5 : « Que faire ? »



Ainsi posé, le problème était douloureux sans compter que les militants, même d'avant-garde, n'en maîtrisent pas toutes les données au point de pouvoir choisir sereinement la solution désirée. Il arrive en ces temps de lente gestation et de difficile enfantement que les faits, qui ont depuis longtemps déjà la tête dure, les aident à trancher.

... A LA REVOLUTION...

DE LA MOBILISATION...

Le reflux ne les remporta pas tous. Et les militants qui, nés de la grève lui survécurent, se posaient consciemment ou non ces questions, désireux qu'ils étaient d'assurer la continuité du mouvement. Comme un feu qui couve affleure toujours en quelque endroit, le second trimestre de l'année universitaire fut constamment émaillé d'escarmouches bénignes. Le spectaculaire vidage de deux fourgons d'argousins venus illustrer en chair et en uniforme le concept de répression policière en témoigne.

C'est cependant l'arrestation de X. Langlade et de plusieurs militants du CVN qui firent surgir au grand jour ce processus occulte. Le 22 mars, pour exiger la libération immédiate de Langlade, les militants s'emparaient de l'émetteur central de la faculté, badigeonnaient des slogans sur les murs intérieurs, organisaient plusieurs meetings dans les halls et finissaient par occuper nuitamment la salle du conseil de faculté. Pendant cette occupation les 150 participants votaient une journée d'action pour le vendredi 29 consistant à remplacer les cours par des débats sur :

- les luttes anti-impérialistes,
- luttes étudiantes - luttes ouvrières,
- luttes étudiantes dans les démocraties populaires,
- université, université critique,

Le jeudi 28, alors que la préparation du lendemain battait son plein, le doyen annonçait solennellement par micro la suspension des cours pour deux jours. Aussitôt se tenait un meeting spontané où les résidents, qui avaient déjà aboli de fait depuis plus d'un mois le règlement intérieur de la cité universitaire mettaient leurs locaux à la disposition du mouvement pour qu'ait lieu la journée de débats prévus. Le vendredi 29, 500 étudiants participaient à ces débats dans un campus désert, gardé à vue par deux colonnes de CRS qui plusieurs jours durant, vareuse dégrafée, jouaient à la belote dans leurs fourgons blindés.

Cette journée était déjà un succès, prouvant que les agités n'étaient pas si isolés qu'on le faisait entendre. De plus, la tenue politique des commissions révélait une politisation qu'aucune structure existante n'avait jusqu'alors permis d'exprimer. Mais le but n'était pas encore atteint : tenir une journée de débats dans les conditions normales de la fac. D'où l'organisation d'une nouvelle « journée », le mardi 2 avril, qui voyait dès 10 heures 1.200 étudiants réunis dans un amphî, scandant « Che Che Guevara » et « Ho Ho Ho Chi Minh », prêts à défendre leur journée contre les flics, les fascistes et l'administration.

Là se résument les événements dépouillés hélas, de tout le décorum et l'anecdotique qui font leur charme et soulignent leur portée politique.

...A SES CONSEQUENCES

Le résultat immédiat de cette mobilisation est l'instauration de fait, grâce à l'établissement d'un rapport de force, de la liberté d'expression politique au sein de la faculté... « sauf pour ceux qui soutiennent les Américains au Vietnam ». Le doyen Grappin, en tolérant ainsi l'expression politique, crée un précédent d'importance nationale, pouvant encourager l'offensive des étudiants sur ce thème.

Le mouvement de Nanterre a donc remporté une victoire quant à l'objectif qu'il s'était fixé. Mais les événements nanterrois esquissent des conséquences qui vont bien au-delà pour l'ensemble du mouvement étudiant. Alors qu'en Allemagne le SDS représente un courant politique de masse au travers duquel tendent à se différencier des familles politiques, en

France les familles politiques sont déjà structurées et se neutralisent sur l'échiquier de l'UNEF en transformant chaque assemblée générale en interminable radio-crochet où défilent les représentants de tous les groupes.

A Nanterre dans le mouvement actuel tend à se constituer un courant de masse auquel participent de nombreux éléments inorganisés et certains groupes (« anarchistes » et JCR surtout) au prix de concessions réciproques et sur la base d'une expérience politique commune qui sert de point de départ au débat, sans que l'accord sur « une ligne » soit un préalable à l'action. Dans ce mouvement les militants font l'expérience de la démocratie directe, les « inorganisés » censurent l'affrontement intergroupusculaire habituel de sorte que se produit un dégel des frontières entre groupes et surtout un élargissement considérable de la sphère d'influence des militants d'avant-garde.

Un tel mouvement ne peut, pour un certain temps, avoir de « ligne » ni de direction. Il ne peut avoir de direction parce qu'il n'est pas structuré (la structuration s'amorce à la base sous forme de commissions et sous-commissions), parce que la direction ne pourrait être aujourd'hui encore que l'émanation d'un cartel de groupes ou d'un groupe hégémonique, ce qui dans les deux cas reviendrait à briser le mouvement par exclusion des inorganisés vite désabusés. Un tel mouvement de masse ne peut avoir de « ligne » parce qu'il repose sur un minimum de principes et repères communs émergeant lentement des débats en commissions sans qu'aucune des lignes concurrentes puisse s'imposer dans sa totalité.

Les étudiants de Nanterre ont donc résolu à leur façon les problèmes du mouvement étudiant en dégagant un courant politique de gauche et en expérimentant des formes de mobilisation inédites en France.

Gageons que cet acquis politique et organisationnel, renforcé à la rentrée 68 par un afflux de lycéens déjà aguerris par leurs luttes et attisé par les conditions catastrophiques de la future rentrée, nous promet des lendemains explosifs. Reste à savoir si ce phénomène est aberrant au regard des normes léninistes en vigueur ou si la situation nationale et internationale dans laquelle il prend place permet de le comprendre et d'affiner nos critères.

LE SENS DE L'HISTOIRE

A vouloir juger de l'intérêt et de la portée d'un tel mouvement, il n'est que deux angles possibles : quant à son contenu et quant à ses perspectives.

Quant au contenu, dès ses premiers balbutiements, le mouvement de Nanterre a mis les choses au point. Il ne s'agit pas de déclarer que la classe ouvrière n'existe plus, de faire de l'université le champ clos de la lutte des classes sous forme d'un conflit enseignant - enseignés, d'établir sous prétexte d'université critique une contre-université socialiste alternative à l'université bourgeoise. « L'université critique » en question n'est pas une institution mais un processus permanent de contestation selon le principe : « De la contestation de l'université de classe à la contestation de la société capitaliste ». Il est donc clair aux yeux des étudiants en lutte qu'ils ne transformeront pas l'université qui ne peut être effectivement remise en cause que par la transformation de la société dans son ensemble grâce à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

Le mouvement actuel est donc un mouvement internationaliste (les débats sur le Vietnam et l'Amérique latine, les motions de soutien aux Guadeloupéens et aux étudiants polonais en témoignent) et anticapitaliste conscient du rôle historique de la classe ouvrière. Compte tenu de ces données, un tel mouvement devrait en principe se rallier aux luttes de la classe ouvrière sous la direction d'un parti révolutionnaire. Mais quand ce parti n'existe pas et quand un parti social-démocratisé mais puissant garde la confiance de la classe ouvrière et demeure son seul porte-parole, que peut un

(Suite page 4)

CRÉER DEUX, TROIS BERLIN

(Suite de la page 3)

tel mouvement ? Se soumettre ou se saborder ?

Choisir l'une des deux réponses, ce serait accepter de répondre au problème dans les termes légués par le PC. L'image de la couche petite-bourgeoise indécise qui doit choisir entre la bourgeoisie et le prolétariat est ici insuffisante. Nous ne comprenons pas le stalinisme comme un phénomène dont les conséquences n'agissent que dans les limites des organisations stalinienne. S'il est vrai que depuis longtemps les conditions objectives de la révolution ont mûri, s'il est vrai que la classe ouvrière est la seule classe qui, dirigée par un parti révolutionnaire, peut résoudre les contradictions du capitalisme et de l'impérialisme par une transformation radicale de la société à l'échelle mondiale, alors la capacité ou l'incapacité de ses directions à résoudre ces contradictions détermine l'ensemble de la société. Le stalinisme a pendant quarante ans écrasé sur le plan théorique et idéologique la classe ouvrière et ses alliés possibles.

Aujourd'hui la poussée de la révolution mondiale incarnée par la révolution vietnamienne, les positions révolutionnaires des Cubains et les difficultés des démocraties populaires, l'instabilité du capitalisme occidental exacerbent les tensions au sein du mouvement stalinien et parmi ses rejetons. Il est normal dans cette situation que l'emprise idéologique du stalinisme soit détruite en ses maillons les plus faibles. Et le mouvement étudiant, en raison de la mobilité de ses militants, de leur position particulière (dégagés de leur classe d'origine et non encore intégrés dans leur classe à venir), de la souplesse de ses organisations est un de ces maillons privilégiés, un de ces points de déséquilibre où la société capitaliste et le mouvement stalinien sont conjointement rejetés. L'expérience du FUA le laissait supposer.

Aujourd'hui l'essor international des mouvements étudiants le confirme. Partis de points différents (mouvements pacifistes en Angleterre et aux USA, scissions dans la social-démocratie en Allemagne et en Belgique, en rupture avec le stalinisme en Italie, au Japon ou en France) ces mouvements unifiés en quelque sorte par le problème vietnamien prennent une ampleur que la simple contagion ne saurait expliquer. Ceux qui ignorent la place particulière que peut occuper conjoncturellement ce mouvement étudiant sont acculés à l'incompréhension : ainsi à Nanterre l'UJCM qui caractérise le mouvement comme à « cent pour cent réactionnaire parce que non situé sous l'autorité des travailleurs » et le CLER qui s'accroche à contre-courant au thème de la reconstruction à tout prix d'une UNEF conçue sur le modèle du syndicat ouvrier.

Dans le contexte particulier de la crise du stalinisme, le mouvement étudiant, outre son rôle éducatif pour les militants qui y participent, a sa valeur propre. Il a des conséquences sur l'ensemble des forces politiques (cf. les crises ouvertes en Allemagne et en Italie par les luttes étudiantes). Il faut comprendre qu'au moment où les fondements du stalinisme sont ébranlés on ne sait d'où viendront les étincelles qui peuvent non déclencher la révolution mais accélérer le processus de reconstruction de partis révolutionnaires. Assurément les luttes étudiantes qui mettent en mouvement des masses particulièrement combattives ne sauraient être considérées comme une agitation désespérée, mais bien comme une de ces étincelles. A travers leurs luttes les étudiants comprennent la nécessité d'un parti et elles créent par la mobilisation réelle les lieux de jonction possible avec les luttes ouvrières.

D.B.

LA GRANDE PEUR DE BERLIN

35 ans après Hitler, rien n'est changé aux mœurs politiques de la bourgeoisie allemande : l'assassinat politique reste son arme ultime. Mais aux balles de l'assassin Bachman ont répondu aussitôt les manifestations massives des étudiants à Berlin et dans toute l'Allemagne. La vitrine de l'Occident a volé en éclats sous les coups du S.D.S.

Les manifestations qui se développent en Allemagne ne sont pas les simples péripéties des luttes étudiantes qui ont déjà eu lieu. Elles contiennent en elles-mêmes une dynamique politique, elles marquent ou du moins peuvent marquer la transformation qualitative du mouvement d'extrême-gauche en Allemagne. En France, la lutte des étudiants allemands est populaire mais peu connue : l'Internationale de la presse capitaliste ne transmet que des informations tronquées.

Commençons par rétablir les faits :

50 ANS APRES...

Le jeudi 11 avril à 17 heures, la nouvelle de l'attentat contre Dutschke court à travers Berlin. Les premiers télégrammes sont envoyés un meeting est immédiatement convoqué. Il s'ouvre à 19 h. dans le grand amphithéâtre, bondé, de la « Technische Universität » (T.U.).

Les premières nouvelles parviennent : il y a peu d'espoir que Rudi survive. Les interventions des dirigeants S.D.S. dénoncent sans ambiguïté les coupables : Springer - Kiesinger - le bourgmestre Schütz qui par leur « hystérique campagne de haine contre le S.D.S. ont créé à Berlin une atmosphère de pogrom dans laquelle l'attentat a été rendu possible ». Au micro, un représentant de la J.C.R. vient rappeler qu'un demi-siècle avant, la bourgeoisie allemande assassinait Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, décapitant le mouvement ouvrier al-

lemant, et explique qu'il n'y a qu'un moyen de s'opposer à la terreur fasciste : répondre par la violence révolutionnaire des masses. Un Grec apportera, au nom des résistants, le soutien des organisations révolutionnaires de son pays. Un vote est organisé, une manifestation décidée immédiatement devant chez Springer.

Le cortège traversera Berlin pendant une heure aux cris de : « Rudi vit quand Springer brûle ! » « Axel (Springer) nous arrivons ! » « U.S. hors du Vietnam, bombardez la maison de Springer ! ». Arrivées devant le building, 2.000 personnes attendent le cortège pour s'y joindre, en majorité des gens du quartier. Pendant 2 heures de violentes bagarres avec la police auront lieu devant les portes du building dont toutes les vitres volent en éclat. Refoulés par les canons à eau, les manifestants envahissent le parc des camionnettes de livraison et y mettent le feu. 22 véhicules seront détruits. Pour la soirée de jeudi, Springer en aura pour plus de 31 millions d'AF.

A une heure du matin, la manifestation se disperse. Un meeting destiné à tirer les leçons pratiques de l'attentat est décidé pour le lendemain à 11 h.

DES ETUDIANTS AUX TRAVAILLEURS...

A ce meeting on remarque déjà un certain nombre de jeunes travailleurs.

On y affirme la nécessité de dénoncer la presse et le gouvernement et de renforcer la mobilisation. Une seule solution pour y arriver : accentuer la contradiction dans laquelle se trouve le pouvoir, intensifier les manifestations, démontrer pratiquement que l'Etat est prêt à semer la terreur policière par tous les moyens et isoler le pouvoir d'Etat en sensibilisant de nouveaux secteurs. Vendredi 12 à 15 h., doit avoir lieu une manifestation.



Manifestation de solidarité, samedi 13 mars, à Paris

VOILA LE MOT D'ORDRE



Annnonce de la manifestation, sur les murs de la Cité d'Antony

Elle commence avec 5.000 participants, précédés d'une nuée de drapeaux rouges, sur la grande artère qu'est le Kurfurstendam. La répression est immédiate et le kudam se transforme en champ de bataille où la police montée charge sabre au clair, les motards et les autopompes foncent dans la foule et où les manifestants, arrachant les pavés et renversant les voitures se battent et construisent les premières barricades.

Une moto de police est brûlée en pleine rue. A 15 h. 30 le cortège se reforme dans une avenue parallèle et descend vers la place de l'Hôtel-de-Ville où siège le Sénat. Seulement ce ne sont plus les 5.000 manifestants de tout à l'heure. Des ouvriers et des employés berlinois qui jusqu'à présent se tenaient en spectateurs sympathisants, se joignent en masse au cortège. Ce sont 12 à 15.000 Berlinois, qui derrière les drapeaux rouges et sous la direction des militants révolutionnaires du S.D.S. descendent vers l'Hôtel de ville.

On crie maintenant : « Qui nous a trahi ? La social-démocratie ! Qui a raison : Karl Liebknecht ! ». « 2-3 Vietnam, nous nous commençons par Springer ! ». Les vieux refrains reviennent qu'on lance à l'adresse des gens sur le trottoir. « Range-toi dans le front de tous les ouvriers, avec tous tes frères étrangers... ». La justesse de la tactique décidée à la TU se révèle immédiatement. A 16 h., la place de l'Hôtel-de-Ville est noire de monde.

Dans la foule, des dizaines de drapeaux rouges. La police intervient avec une brutalité inouïe, la bataille durera deux heures et demie. A 18 h. 30, la manifestation se dissout dans le calme afin que les participants puissent se rendre à un meeting de coordination de l'action à 19 h.

... UNE MEME LUTTE

A ce meeting, la résolution (en exergue à l'article) est votée et une délégation est élue pour la présenter au Sénat et à Schütz. Une manifestation doit commencer à 22 h. 30 pour empêcher la sortie de la presse Springer. A partir de 22 h. 30, 400 voitures chargées de militants du S.D.S. bouchent la circulation dans le quartier de Springer pendant que les jeunes travailleurs du quartier participant massivement à la démonstration dressent des barricades dans toutes les rues, allument des incendies inoffensifs dans les terrains vagues afin de disperser les auto-pompes. Des dizaines de petits cortèges se forment.

Des batailles de rue interminables s'engagent. Chez Springer : barbelés, pompiers, canons à eau, soldats, contrôles d'identité, barrières métalliques défendent un périmètre de sécurité d'un rayon de 100 m autour du building. Deux camions de livraison tentent de pénétrer dans le quartier, ils sont immédiatement interceptés et vidés de la totalité de leurs journaux qui sont brûlés et déchirés. Dès lors les journaux seront livrés dans des taxis et des voitures de pompiers. A 1 h. du matin le quartier est abandonné dans l'ordre : ce sont les filiales de Springer qui seront attaquées dans la ville.

A 4 h. tout est fini, les manifestations s'évanouissent sans que la police ait pu rien faire.

Durant toute la soirée l'initiative est restée aux mains des manifestants.

Le samedi 13, une assemblée d'organisation se tient à 12 h. au grand amphi de la TU. La veille un appel à la solidarité internationale était lancé. L'annonce de manifestations en prévision à Rome, Paris, Vienne et Londres déclenche un enthousiasme indescriptible dans la salle qui debout, scande pendant 5 minutes : « 2 - 3 Vietnam ! Ho Ho Ho Chi Minh ! »

On décide d'organiser l'action du lendemain et de préparer un plan jusqu'au 1er mai.

Jusqu'à cette date on étendra les manifestations, on créera partout un climat d'agitation permanente afin de gagner de nouveaux secteurs de la population pour organiser, le 1er mai, une grande manifestation de dénonciation

tique et à faire accéder ainsi leur mouvement à un stade plus élevé de luttes, à le transformer qualitativement.

En s'attaquant à la presse et à l'information bourgeoises, le S.D.S. avait depuis longtemps touché aux organes les plus subtils, aux points les plus sensibles du système d'oppression capitaliste. L'Etat bourgeois se sentait attaqué sur son point le plus faible.

Dans une situation d'émotion politique intense, il était possible, à condition d'engager des batailles résolues, de faire apparaître au grand jour le rôle de la presse, agent zélé de l'ordre bourgeois, organe de la domination idéologique de classe, de montrer comment, dans une société de concentrations capitalistes, la presse qui est entre les mains de un ou deux trusts gigantesques, ne joue qu'un rôle de bourrage de crâne systématique, ne fait que défendre



contre l'usurpation par la social-démocratie de la journée militante de la classe ouvrière.

Déjà les problèmes sont posés par les militants : comment prévoir de nouvelles structures de lutte, larges, nationales et non plus étudiantes, capables d'accueillir et d'organiser sur un programme d'action les éléments populaires qui se sont joints pour la première fois aux manifestations.

LA RESISTIBLE ASCENSION...

Il est important de comprendre comment les étudiants révolutionnaires allemands sont parvenus à exploiter totalement une situation poli-

les intérêts exclusifs de l'Etat, protecteur, des puissances financières.

... D'AXEL SPRINGER

Mettre Springer (78 % de la presse berlinoise, 3 quotidiens totalisant plus de 8 millions de tirage) au pied du mur, expliquer que sa campagne de presse n'était rien moins qu'une incitation publique et forcenée au meurtre, pousser le trust dans ses derniers retranchements, le forcer à bénir la répression violente, tel fut le but du S.D.S. C'est ainsi que dans sa propre logique, Springer en arriva à l'aberrant.

(Suite page 6)

RESOLUTION ADOPTÉE AU MEETING DU 12 AVRIL POUR ÊTRE PRÉSENTÉE AU SÉNAT ET À LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DE BERLIN-OUEST

Attendu que,

— l'attentat criminel contre Rudi Dutschke n'est pas l'acte insensé d'une personne isolée,

— la presse de Springer, par sa systématique campagne de haine contre l'opposition de gauche, a créé en premier lieu le climat dans lequel un homme isolé a pu imaginer et exécuter ce plan (l'attentat),

— que les quotidiens de Berlin-Ouest, la radio, la télévision, par leurs falsifications, non seulement au sujet du mouvement de l'opposition extraparlamentaire et de ses buts, mais encore au sujet d'autres problèmes politiques, ont donné des bases à la campagne de haine de Springer,

— que le Sénat de Berlin-Ouest, la Chambre des députés, les partis de Berlin-Ouest et leurs appendices syndicaux, par leurs mensonges cherchent à dissimuler l'administration de misère de cette ville et à s'emparer des centres

de manipulation grâce à leurs hommes de main,

Nous réclamons,

1) la dissolution du Sénat (de Berlin) et la formation d'un nouveau Sénat qui engagera le premier pas avec nous pour établir des rapports démocratiques à Berlin-Ouest.

2) l'expropriation immédiate de Springer et la création d'une assemblée composée d'ouvriers, d'employés, d'étudiants et d'élèves qui puisse examiner comment les moyens de production de ce Konzern pourront être employés au service d'une information démocratique,

3) que cette assemblée puisse mettre au point un programme de démocratisation des émissions de radio. En ce qui concerne RIAS (1) nous réclamons la suppression immédiate du contrôle américain et son remplacement par un comité de contrôle régulièrement élu. Pour la SFB un représentant de l'opposition extra-

parlementaire sera immédiatement élu pour pouvoir participer à l'organisation de l'information,

4) pour la période s'étendant jusqu'au 1er mai, nous réclamons journalièrement une heure d'émission pour pouvoir nous entretenir avec la population travailleuse de la ville sur les réalités politiques de Berlin-Ouest et sur la possibilité de les changer. Pour cela, les assurances doivent être données que la population pourra décider si elle prendra part (ce jour-là) à une soi-disant démonstration de la liberté sur la place de la République, ou bien si elle se joindra à une manifestation vraiment socialiste qui exprimera ses véritables intérêts.

Berlin-Ouest, 12 avril 1968.

(1) Chaîne berlinoise qui d'après les traités est placée sous contrôle U.S.

(Suite de la page 5)

Dimanche 12, « BZ », son plus important organe de presse, titrait : « Rudi a organisé lui-même l'attentat pour déclencher la terreur rouge ».

Devant de telles calomnies, quel est l'imbécile qui se laisserait encore prendre... Ainsi par réaction d'indignation et de bon sens s'opérerait un bouleversement de conscience qui ne pouvait se développer que dans des luttes d'un haut niveau politique, qui mettraient l'Etat et ses filiales dans une situation de contradiction entre ses protestations en tant que garant des libertés démocratiques et ses appels à la répression sauvage. Ainsi, dans une situation de crise aiguë, on assiste à un retournement d'attitude dans la population qui hier encore « cassait de l'étudiant de gauche » et qui aujourd'hui commence individuellement à prendre part aux manifestations.

PRENDRE L'ÉTAT DE VITESSE

Le problème dès lors est d'accélérer le processus. Pour cela il faut aggraver la contradiction entre les déclarations de l'Etat allemand qui, dans la tradition de Weimar, se prétend au-dessus des classes, garant des libertés, gérant des intérêts collectifs de la population et la réalité palpable de la répression policière. Or l'Etat pour réprimer a besoin, au moins, d'une passivité de la population afin d'isoler totalement le mouvement. C'est ainsi que nulle part il n'est fait mention de la participation de la population ; tous les moyens sont bons, au contraire, pour tenter de la dresser contre les étudiants. De même le mouvement pour rendre inopérante la répression a besoin de s'étendre, et s'étend à de nouvelles couches de la population.

Le mouvement, à l'heure actuelle, se développe en l'absence de luttes sociales graves. Cependant son ampleur et la profondeur de la crise politique qu'il provoque peuvent permettre s'il gagne des secteurs de la population travailleuse de déterminer et de catalyser une crise sociale qui jusqu'à présent se trouvait à l'état latent. Dans la mesure où le mouvement démasque le fonctionnement réel du système politique allemand, il force celui-ci à engager une répression ouverte qui, au travers des étudiants, vise dans la situation présente les principaux secteurs de la population.

Ainsi aujourd'hui Kiesinger réclame les pouvoirs spéciaux, ainsi l'Etat mobilise-t-il la police des frontières. A-t-on vraiment besoin de tout cela pour réprimer une agitation étudiante ?

Donc le temps est précieux dans la mesure où il faut aujourd'hui capitaliser au maximum cette sensibilisation émotive pour la faire dé-



boucher effectivement sur une base sociale et politique solide et ceci avant que la répression n'écrase le mouvement dans sa première étape, la deuxième étant sa transformation en mobilisation populaire.

QUELLES PERSPECTIVES ?

Il y a une grande différence de nature entre ce qui se passe en Allemagne et les manifestations étudiantes italiennes par exemple.

Le mouvement allemand dispose d'une direction politique, d'un programme (démocratisation et contrôle de l'information) qui n'intéresse pas les étudiants en premier lieu mais bien l'ensemble de la population allemande, ce qui permet d'élargir le mouvement. Il dispose aussi d'une perspective politique. Aboutir à la manifestation du 1er mai voilà le but des manifestations qui auront lieu dans les jours à venir. Ceci n'est pas un but arbitraire, il doit entériner un saut qualitatif, l'entrée dans la lutte d'un certain nombre de travailleurs, ouvriers et employés. Ainsi l'issue, c'est-à-dire la retombée de la lutte ou l'élargissement du mouvement ne dépend que de la solidité des structures qui apparaîtront.

Le mouvement se propose des objectifs limités et doit compter au même moment avec la répression massive. Ainsi les militants allemands savent qu'il faut s'attendre au retour à un calme relatif. Si dans une période de montée des luttes, la fluidité organisationnelle du S.D.S. a pu être un certain avantage, pour l'intégration d'éléments nouveaux, cette même fluidité serait fatale au mouvement dans une période de répression massive ou de stagnation. Il importe donc de mettre en place dès maintenant les structures qui permettront de conserver dans les quartiers les éléments qui ont participé aux manifestations lorsque celles-ci seront retombées. C'est pour cela que lundi 15, à un meeting important à la TU, a été votée la création d'un « Comité de mai » qui devra organiser des comités de base de façon à réunir dans les quartiers les gens qui ont participé au mouvement. Mais sur ce comité, quel commentateur, quelle agence de presse a-t-il écrit un seul mot ?

De même, la nécessité de considérer la lutte à un niveau européen a été maintes fois répétée et il est pour nous, révolutionnaires français, important d'organiser la solidarité internationale, de multiplier les manifestations devant les ambassades et les consulats du régime de Bonn et devant les agences de Springer. La valeur du soutien que nous pouvons accorder aux militants allemands est immense.

STAAL

LA NOUVELLE GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE AU BRÉSIL

Le 1^{er} avril, les gorilles brésiliens s'apprêtaient à célébrer le quatrième anniversaire du coup d'Etat militaire de 1964 lorsque déferla la plus violente, la plus large vague de révolte populaire depuis le renversement de Goulart. La goutte d'eau : l'assassinat d'un étudiant par la police en plein restaurant universitaire de Rio. Quelques milliers d'étudiants, descendus dans les rues de la ville en brandissant des portraits de Che et des pancartes : « A bas la dictature » et « Mort à l'impérialisme yanqui », sont le noyau, qui a permis de cristalliser la révolte latente de toute une foule d'ouvriers, de chômeurs et de fonctionnaires et de l'entraîner vers une véritable insurrection. De 50 à 100.000 personnes se sont battues à coups de pierre contre la police dans les rues de Rio. Le gouverneur local (un « démocrate » élu avec l'appui du P.C.) a été obligé d'avouer son incapacité à assurer le contrôle de la ville et de recourir à l'intervention d'urgence de l'armée fédérale.

Dans des centaines de villes du pays, des manifestations extrêmement violentes se sont poursuivies pendant plusieurs jours. A Brasilia, les étudiants ont barré toutes les routes menant à l'université et ont empêché par la force l'entrée de la police.

SITUATION DE LA GAUCHE

Tout cela intervient dans un contexte politique tout nouveau : ce sont des avant-gardes jeunes formées tout récemment qui sont à la tête de ce qui constitue en fait le seul foyer de contestation du pouvoir au Brésil. La « gauche » traditionnelle et libérale (P.C. compris) comprend bien, d'ailleurs, les « dangers » que court sa politique de « paix démocratique » face à la mise en cause radicale du régime par les jeunes : ses commentaires condamnent les « brutalités policières » et font valoir que des slogans aussi « extrêmement guevaristes » peuvent servir comme prétexte aux généraux d'extrême-droite pour donner un coup d'arrêt dans la « libéralisation » promise par les généraux (de droite...)

L'origine de ces nouvelles avant-gardes se trouve surtout dans l'ancien P.C. lui-même. L'incapacité totale du Parti à répondre à la crise de 1964 par une mobilisation indépendante des masses a été dans la pratique la démonstration la plus évidente de la faillite du réformisme. Aucune auto-critique de façade n'était possible pour celui (Prestes, le secrétaire-général) qui avait affirmé « être déjà au pouvoir » en 1964. Il l'a bien compris, d'ailleurs, lorsqu'il déclarait textuellement en 1966 qu'il « est une sottise d'imaginer que la dictature puisse tomber par l'assaut des masses, l'écroulement spontané du groupe putschiste étant le plus probable »... (Voz Operária, organe du C.C., sept. 1966). Le P.C. avait fait donc, en toute netteté, le « grand choix » — il prenait le mot d'ordre de la « redémocratisation », il complotait avec le leader fasciste Lacerda la formation d'un « Front Ample » d'inspiration « libérale » et envoyait un membre du Comité Central, au Portugal pour convaincre l'ancien président Kubitschek (en exil) d'y participer.

Les conséquences de cette ligne si honnêtement droitière se sont fait sentir à tous les échelons du parti. Fin 1966, Mariguella, deuxième dirigeant, le plus connu du parti, donnait sa démission du Comité Central et dénonçait en lettre ouverte le « capitulationnisme et la politique de remorque à la bourgeoisie ». Mais cela n'était qu'un symptôme du malaise, voire



Manifestation à Rio

de révolte la plus totale régnant à la base. La grande majorité des militants jeunes dans les principaux Etats du pays, exigeait une critique radicale, non seulement du réformisme, mais aussi de toutes les vieilles conceptions stalinienne sur la « révolution démocratique », le rôle de la « bourgeoisie nationale » et aussi des pratiques bureaucratiques de l'organisation. Ils font campagne pour le boycottage des élections parlementaires de novembre 1966 et pour cela 85 % des militants étudiants de Rio étaient exclus alors du parti — ils ont formé ensuite la Dissidence de Rio qui est à l'origine des actuelles manifestations. A Rio Grande do Sul, extrême-sud du pays et deuxième grande région ouvrière, les jeunes militants révolutionnaires ont obtenu la majorité dans la direction locale du P.C. et ont exclu, par là même, les vieux bureaucrates.

En avril 1967, Mariguella était élu secrétaire du comité de São Paulo, la plus grande concentration ouvrière du Brésil. Un mois après il partait à Cuba pour la conférence de l'OLAS en tant que seul représentant du P.C. brésilien et prônait alors la guerrilla au nom de la nouvelle avant-garde révolutionnaire... La nécessité d'une stratégie radicalement nouvelle pour remplacer le réformisme, explique la grande influence qu'ont exercé en ce moment les thèses de Debray au sein des jeunes avant-gardes et aussi l'application mécanique qui en a été souvent faite pour le Brésil. Mais c'est au niveau politique plutôt que tactique, que s'est fait sentir l'influence des résolutions de l'OLAS : la crise générale du réformisme se précipitait, Mariguella était exclu du parti, un regroupement global de forces s'est effectué alors. D'un côté il y a la formation d'un « Front de la Gauche Révolutionnaire » (PER), groupant des jeunes dissidences de plusieurs Etats et un embryon marxiste révolutionnaire qui existait déjà précédemment : « Politique Ouvrière » (POLOP). La révolution brésilienne est comprise comme ayant un caractère socialiste, la tâche prioritaire étant la formation (dans la lutte) d'un nouveau parti révolutionnaire chargé d'établir le lien entre la lutte ouvrière et la lutte de guerrillas. D'un autre côté, différents secteurs des dissidences, pour lesquels la préparation d'un foyer guerrillero est prioritaire à celle du Parti. Ce sont des nuances d'ordre stratégique qui les différencient, les uns admettant encore la révolution en deux étapes, les autres considérant la révolution comme un processus unitaire.

En dehors des dissidences récentes du P.C.,

il y a surtout « Action Populaire », mouvement d'origine catholique, mais ayant adopté un programme marxiste centré sur le travail de politisation dans les campagnes. L'A.P. exerce une influence prédominante sur le mouvement étudiant et partage la direction de l'UNEB avec les jeunes dissidences du P.C. L'Union Nationale des Etudiants a exclu tous les membres du P.C. « orthodoxe », après avoir quitté l'U.I.E., accusée de révisionnisme. Son dernier congrès a opté pour un programme de renversement de la dictature et de la lutte pour le socialisme...

UN BILAN

Le regroupement de la gauche n'en est qu'à ses débuts. Il n'y a, pour l'instant, que des amorces d'un programme révolutionnaire qui pourrait donner une solution à la nécessaire combinaison de formes de lutte au Brésil. Le rôle des étudiants et des jeunes est au Brésil, comme en Europe, d'une importance fondamentale : ils ont été en fait les seuls capables de dépasser en 4 ans tous les mythes et les dogmes stalinien. Il reste que cette génération de militant doit bâtir « de A à Z » toute une stratégie. Sa créativité se montre déjà dans les tactiques originales de combat de rue, ainsi que dans un style nouveau de militantisme inauguré par les nouvelles avant-gardes.

L'acquis politique le plus important est pour l'instant le dépassement radical du réformisme, avec l'éclatement total du vieux P.C. : il est exclu du rang des forces révolutionnaires par le départ même de la majorité de ses militants. Il s'agit d'une crise plus profonde que dans tout autre P.C. en Amérique Latine, y compris le vénézuélien. Il fallait passer nécessairement par là pour effectuer cette fois-ci un regroupement à la base et véritablement sur des bases radicales.

L'enjeu international dans lequel se place la nouvelle gauche brésilienne est assez évident pour être même perçu par un général chargé de la répression à Rio : se référant aux « instigateurs de la subversion » il a affirmé : « ce n'est pas un secret pour personne qu'il s'agit de communistes ! De communistes vraiment dangereux comme ceux qui provoquent des désordres à Berlin, à Rome et à Varsovie » (...) Un général qui voit bien loin...

DES CAMARADES BRÉSILIENS.

2e CONFÉRENCE NATIONALE DE LA J C R

La deuxième Conférence Nationale de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire s'est tenue dans la région parisienne les 13, 14 et 15 avril derniers. Près de 350 délégués venus de 37 villes ont participé aux débats. La première Conférence Nationale avait eu lieu il y a deux ans, en avril 1966, immédiatement après notre exclusion du Mouvement de la Jeunesse Communiste.

Objet de cette conférence : A la lumière de l'expérience accumulée depuis deux ans par notre organisation et l'ensemble des « organisations-sœurs » d'Europe occidentale, réexaminer notre conception de la construction du Parti Révolutionnaire et, plus précisément, définir la place qu'occupent les nouvelles avant-

gardes jeunes dans le processus de reconstruction du Parti Communiste de demain.

Menées en commissions de travail restreintes, les discussions ont permis une large confrontation des expériences régionales et sectorielles. Signe des temps : pour la première fois le secteur étudiant n'a pas monopolisé les débats. Les apprentis et élèves de C.E.T., les lycéens, les jeunes travailleurs ont fait part des problèmes auxquels ils se trouvent confrontés et présenté leurs perspectives de développement. Le caractère militant de la Conférence fut accentué par la véritable symbiose qui s'établit avec nos camarades allemands en lutte. Toute la conférence prenait

part, samedi 13 avril, à la manifestation de solidarité avec Rudi Dutschke et le S.D.S. Les contributions aux débats apportées par des camarades allemands et italiens ont ouvert une véritable dimension continentale à nos problèmes et à notre combat. La seconde Conférence Nationale de la J.C.R. devait ouvrir la discussion dans l'organisation, dans le cadre de la préparation du 2^e Congrès, en automne prochain.

Dans ses prochains numéros, l'Avant-Garde se fera l'écho des discussions en cours et présentera à ses lecteurs les problèmes politiques qui se posent à nous, au stade actuel de notre développement.

NE VOUS CONTENTEZ PAS DE LIRE, RETENEZ BIEN

- char M-60 « Général Patton », blindé lourd nord-américain
 - 46 tonnes
 - vitesse 95 km/h, rayon d'action 300 km
 - 1 canon de 102 mm
 - 2 mitrailleuses
 - 1 lance-flammes



- utilisé au Vietnam, en Corée, à St-Domingue, au Guatemala, en Grèce, en Allemagne de l'Ouest...
- IL PEUT SE DETRUIRE :
 - A et E : kiosque de visée et aération du moteur, vulnérables par cocktail molotov (cf. A.G.J. n° 9)
 - A, B, C, D, points vulnérables à une charge creuse (bazooka, missile anti-tank)
 - une mine électrique peut être mise à feu par le passage du char
 - un trou de 1 mètre de profondeur et d'1 mètre de diamètre peut protéger le tireur, même si le char passe dessus.

LA CRISE MONÉTAIRE INTERNATIONALE

Nous publions, dans ce numéro, le premier d'une série de 3 articles traitant de certains aspects des contradictions inter capitalistes :

Ils s'efforceront d'analyser leur évolution depuis la guerre jusqu'à leur manifestation au travers de la crise monétaire internationale actuelle, d'en donner une explication marxiste, c'est-

à-dire se plaçant au niveau de la **production des biens matériels**. Ils pourront paraître ardu. Mais il est important pour les militants de comprendre quels mécanismes fondamentaux sont à l'origine de la crise actuelle, quels gaspillages — liés à la nature du système capitaliste — elle entraîne et par quels moyens la bourgeoisie fait

payer par la classe ouvrière, au travers des mesures qu'elle prend pour tenter de les conjurer, les difficultés d'un système de plus en plus archaïque. Il est donc nécessaire qu'ils fassent un effort pour étudier ces articles, qui feront appel aux concepts fondamentaux de l'économie marxiste, et dont la complexité tiendra plus au sujet qu'à l'écriture.

Les prévisions faites précédemment dans ce journal (cf. N° 8 et 9) selon lesquelles le domaine monétaire allait être pour une longue période le lieu privilégié des manifestations des contradictions entre pays impérialistes semble se confirmer. Il est important pour les forces de gauche de comprendre la nature profonde de ces contradictions afin de dégager correctement les perspectives qu'elles ouvrent à la lutte révolutionnaire.

I. LES CAUSES PROFONDES DE LA CRISE MONÉTAIRE INTERNATIONALE

En réalité, les causes fondamentales de la crise monétaire ne se trouvent pas dans le système monétaire lui-même. Bien que, en courte période, il puisse s'y développer des contradictions qui lui sont propres, il n'est que le lieu où s'exprime les contradictions fondamentales du développement capitaliste.

Les racines profondes de la crise monétaire doivent être recherchées dans l'inégalité relative des rythmes de développement des forces productives dans les différents pays capitalistes et dans la nature des politiques impérialistes liées au niveau de développement des forces productives de ces différents pays.

Inégalité des rythmes du développement des forces productives

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le seul pays dont la capacité de production n'avait pas été touchée était les Etats-Unis. Les appareils productifs des pays européens étaient soit détruits soit vieillissés. Dans ces conditions les rapports de forces entre bourgeoisies étaient favorables aux Etats-Unis qui, sans contestation possible dominaient le monde capitaliste et pratiquaient comme ils l'entendaient leur politique impérialiste.

Sur le plan politique, cette suprématie se traduisait par : des bases militaires maintenues à l'étranger, des dépenses d'« aide » à des pays étrangers, qui les maintenaient de la sorte dans l'orbite d'influence U.S., par des opérations militaires et par le rôle d'arbitre qu'ils s'octroyaient dans les conflits internationaux (cf. l'attitude U.S. vis-à-vis de la France et de l'Angleterre lors de l'affaire de Suez).

A cette suprématie du pouvoir politique à l'échelle internationale liée elle-même à la puissance technique et économique des Etats-Unis, correspondait une suprématie dans le domaine monétaire. Cette dernière était donc d'abord l'expression dans la « superstructure » monétaire du niveau atteint par le développement des forces productives aux Etats-Unis relativement à celui atteint dans les autres pays capitalistes.

Cette suprématie se traduisait notamment par la concentration à Fort-Knox de la plus grande partie des moyens de paiements internationaux qui constituait la base du système monétaire à savoir l'or-monnaire. Ceci est facile à comprendre puisque tous les pays européens étaient déficitaires vis-à-vis des Etats-Unis dont ils devaient importer massivement les biens matériels pour redresser leur capacité de production.

Mais, la suprématie monétaire des Etats-Unis n'était pas que l'expression des rapports de niveau de développement ; elle était aussi un moyen spécifique contribuant au maintien de cette suprématie et permettant à la bourgeoisie dominante des Etats-Unis d'opérer des transferts de valeur au détriment des bourgeoisies européennes.

Ce moyen était assuré d'une part par la « puissance d'achat » du dollar, d'autre part

cains la dépense hors de leurs frontières et tout particulièrement la dépense d'investissement.

Pourquoi le taux de change est-il si favorable aux Etats-Unis au lendemain de la guerre ? Tout simplement parce qu'il ne fait que refléter, en dernière analyse, les niveaux relatifs de productivité et de salaire, en d'autres termes, les niveaux relatifs de développement des forces productives.

En effet, en Europe, au lendemain de la guerre, compte tenu du faible rendement du capital technique, la condition pour que les capitalistes puissent exporter et combler ainsi leur déficit vis-à-vis des Etats-Unis était que les salaires soient maintenus à un niveau beaucoup plus bas que celui des Etats-Unis. Si, en Europe, à productivité constante, les salaires réels avaient augmentés, il n'aurait plus été possible d'exporter concurrentielle-



par les mécanismes monétaires internationaux mis en place au lendemain de la guerre lors des accords de Bretton Woods (1944).

La puissance d'achat du dollar, instrument de l'impérialisme américain

« La puissance d'achat » du dollar relativement aux autres monnaies signifie que les parités (les taux de changes) entre le dollar et les autres monnaies sont telles qu'elles rendent intéressant pour les capitalistes améri-

ment vers les Etats-Unis et il aurait fallu dévaluer les monnaies européennes. Ceci s'est d'ailleurs produit à diverses reprises puisque l'on compte une trentaine de dévaluations en Europe entre 1945 et 1958. Il fallait donc maintenir entre le dollar et les monnaies européennes une parité telle qu'elle permette, malgré la faible productivité de l'appareil technique de production, d'exporter concurrentiellement. Naturellement, cette parité était payée par les ouvriers européens dont les

salaires réels, c'est-à-dire la capacité de consommation, était réduite. Lorsque les salaires réels, tendaient à augmenter, rapidement, une dévaluation intervenait qui les ramenait à peu près au niveau antérieur.

Le maintien d'une parité de « combat » par les bourgeoisies européennes était particulièrement intéressante pour les capitalistes américains et les induisait fortement à investir en Europe. D'où venait l'intérêt d'une telle parité pour les capitalistes américains ? Tout d'abord, les exportations européennes ne mettaient pas réellement en danger les concurrents américains car elles n'étaient pas considérables mais simultanément, la « puissance d'achat » du dollar démultipliait la « productivité » du dollar. En effet, compte tenu du taux de change, un dollar permettait au capitaliste américain d'acheter aux U.S.A. par exemple une heure de travail tandis que ce même dollar investi en Europe, transformé en mark, en franc belge ou français, permettait d'acheter deux heures de travail... Comme ces heures de travail représentent des constructions de machines, de bâtiments, etc., la « productivité » de ce dollar investi en Europe, est, compte tenu du taux de change, plus élevée que s'il était investi aux Etats-Unis. Cette puissance d'achat du dollar pousse donc les Américains à investir hors de chez eux, à exporter des capitaux. Ceci est parfaitement compréhensible ; puisque les parités ont été fixées pour rendre les produits européens relativement moins cher, il est normal que la réalisation par les capitalistes américains d'un investissement en Europe soit également moins cher

tières, il faut qu'une des deux conditions suivantes soit remplie :

1) Il faut que la productivité ne s'accroisse pas en Europe car cela se traduit presque automatiquement par des accroissements de taux de salaires (pas nécessairement proportionnels) et par conséquent par une diminution de la « productivité » du dollar investi par rapport à la « productivité » qui prévalait avant l'amélioration de l'appareil de production et la hausse réelle des salaires.

2) Ou bien, si la productivité et les salaires réels s'accroissent, en Europe, ils faut que les investissements effectués ne soient pas réellement « payés » par l'investisseur étranger.

La première condition n'a pas été réalisée car la productivité et les salaires réels ont augmenté en Europe mais par contre, jusqu'à ces dernières années, le mécanisme de l'étalon de change-or a permis que la seconde soit réalisée, c'est-à-dire que les investissements U.S. en Europe ne sont pas « payés » par les capitalistes américains.

II. LE DEVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTIVES DANS LE CAPITALISME EUROPEEN APRES LA GUERRE :

a) Le redressement du capitalisme occidental.

Pour des raisons évidentes, par peur des révolutions sociales, le capitalisme américain ne

ment qui se traduit, quoi qu'on en dise, notamment par une réduction relative des écarts de productivités. En d'autres termes, les rapports entre niveaux de développement des forces productives se sont modifiés depuis la guerre au profit — relatif — du capitalisme européen.

Ces modifications à long terme devaient entraîner des modifications dans les rapports monétaires qui en sont simultanément l'expression et l'instrument.

Tout particulièrement, les transformations dans la superstructure monétaire devaient prendre la forme d'un réajustement international des parités au profit du capitalisme européen et par voie de conséquence au freinage du développement des investissements américains en Europe.

Depuis 1960, on assiste précisément aux luttes pour la mise en concordance des rapports monétaires avec les rapports de force réels des différents pays impérialistes que l'on assiste.

b) Les transferts de valeur par le dollar monnaie de réserve :

Techniquement, les luttes interimpérialistes ont pour enjeu le système monétaire international (fondé sur le mécanisme de l'étalon de change or) sous l'égide des Etats-Unis en 1934. Il s'agit de savoir si l'on parviendra à modifier le mécanisme qui, malgré les changements de rapports réels de force continuent à fonctionner au détriment des bourgeoisies européennes.

On sait que le dollar, monnaie « privée » des Etats-Unis joue également le rôle de moyen de paiement international et notamment de moyen de réserve internationale. A ce titre, il était conservé dans les réserves au même titre que l'or. Cette particularité allait permettre aux Etats-Unis de continuer à investir facilement à l'étranger alors même que les parités réelles tendaient à s'ajuster aux cours des années d'après guerre, parallèlement à la reconstruction des économies européennes. En effet, chaque fois que les Etats-Unis investissent à l'étranger, dépensent des dollars pour entretenir leurs bases militaires ou pour faire la guerre au Viet-Nam ou ailleurs, ces dollars sortent des Etats-Unis et vont s'accumuler dans les caisses des pays étrangers où ils sont été dépensés. Cette politique menée sans frein conduit au déficit de la balance des paiements américains c'est-à-dire qu'il sort plus de dollars des Etats-Unis qu'il n'en rentre. A l'heure actuelle, il existe en dehors des Etats-Unis environ 31 milliards de dollars. Ces dollars sont une dette à court terme puisque théoriquement, ils peuvent être renvoyés aux Etats-Unis contre de l'or. Cette dette constitue ce que l'on appelle le déficit de la balance des paiements des Etats-Unis.

En réalité, de ces 31 milliards de dollars, 9 ont été transformés en or par leurs détenteurs (principalement européens) et c'est le reste soit 22 milliards de dollars qui constitue une créance sur les Etats-Unis. Cette créance pouvant à tout moment se transformer en or ou en importation des Etats-Unis. En réalité, comme ces dollars sont conservés dans les réserves des différents pays qui les détiennent et qu'ils ont été dépensés par les Etats-Unis soit pour faire des investissements soit pour entretenir des bases militaires, etc., cela signifie qu'il s'agit d'un prêt gratuit des puissances européennes aux Etats-Unis : contre des dollars accumulés dans les caisses européennes, les Etats-Unis ont obtenus des biens d'investissement, des services pour leurs bases militaires, etc. En d'autres termes, les pays occidentaux ont financés pour deux-tiers environ (par leurs prêts déguisés en réserves) le déficit militaire, les investissements américains

(Suite page 21)



que la réalisation de cet investissement aux Etats-Unis.

Naturellement l'« exportation » que représente pour la bourgeoisie européenne la réalisation par un capitaliste américain d'un investissement direct en Europe n'est en rien comparable à l'exportation d'un bien consommable aux Etats-Unis. L'investissement direct des capitalistes américains représente en fait l'expulsion progressive de la bourgeoisie européenne de secteurs entiers de l'économie, le développement de secteurs de pointe en dehors de son contrôle voire même expropriation de la bourgeoisie nationale de secteur qu'elle dominait antérieurement (l'industrie alimentaire en France, par exemple).

Mais pour que les capitalistes américains continuent à avoir intérêt à exporter leurs capitaux, à investir en dehors de leurs fron-

pouvait pas ne pas aider les bourgeoisies européennes, y compris celle des vaincus, à remettre sur pied leur capacité de production et à assurer de la sorte leur pouvoir sur le prolétariat. L'aide américaine (plan Marshall) favorisée par l'attitude conciliatrice des partis ouvriers (cf. la politique « participationniste » du P.C. en France) assura en grande partie le redressement et la remise sur pied de l'appareil productif des bourgeoisies européennes.

Entre 1947 et 1960 approximativement on assiste en Europe au développement rapide de la production et de la productivité européenne, souvent même les taux de croissance sont supérieurs à ceux qui prévalent aux Etats-Unis. (Italie, Allemagne, taux de croissance de 8 à 10 % contre 4,5-5 % aux Etats-Unis). Naturellement, on ne peut parler d'affaiblissement de la puissance technico-économique des capitalismes européens. Renforce-

QUELQUES RAPPELS...

La République de Pologne, « démocratique et populaire » a été proclamée au lendemain de la seconde guerre mondiale, sous l'égide de la bureaucratie soviétique. A Yalta, Staline avait obtenu de ses alliés démocrates — Churchill et Roosevelt — une large « zone d'influence » en Europe Centrale. Il allait y édifier des Etats amis, glacis protecteur de la frontière occidentale de l'U.R.S.S.

1) A l'origine, ces Etats devaient être dirigés par des gouvernements de coalition entre partis communistes et démocrates bourgeois, dans le cadre d'un régime de type nouveau : la démocratie populaire.

Il ne s'agissait pas au départ de mettre sur pied à l'instar de l'Union Soviétique, des « Républiques socialistes ».

Moyennant une réforme agraire et la nationalisation des industries de base, le mode de production capitaliste pourrait fonctionner librement.

2) Le développement de la guerre froide va ruiner ce projet. Dans les conditions nouvelles d'affrontement entre les blocs, la constitution d'un glacis efficace en Europe centrale impliquait l'assimilation structurelle des Démocraties Populaires à l'Union Soviétique. Toute une série de mesures, réalisées de 1948 à 1950, en réponse au Plan Marshall et aux tentatives de désagrégation économique du glacis, par l'impérialisme, vont conférer aux démocraties populaires un régime analogue à celui de l'U.R.S.S. depuis 1927.

La puissance sociale des anciennes classes dominantes sera liquidée par la Nationalisation des principaux moyens de production et d'échange. Le contrôle étatique du commerce extérieur brisera l'emprise de la bourgeoisie internationale sur l'économie. L'infrastructure

« La classe ouvrière produit et transporte des armes, sert dans l'armée, crée toute la puissance matérielle de l'Etat. Si les murs des prisons, des casernes et des arsenaux restent debout de façon durable, ce n'est pas parce qu'ils sont construits en matériaux solides, ce n'est pas parce qu'ils sont protégés par l'hégémonie de la classe dominante, l'autorité du pouvoir, la peur et la résignation devant l'ordre social en place. L'existence de ces murs psychologiques permet au pouvoir de s'installer en sécurité derrière des murs de briques. La crise sociale prive le pouvoir de son hégémonie, de son autorité, lui oppose la majorité écrasante de la société, enfin, dresse la classe ouvrière contre la bureaucratie dominante. L'approfondissement inévitable de la crise sape les murs idéologiques qui sont la véritable protection du pouvoir. La situation révolutionnaire les fait s'écrouler ; alors les murs de briques ne constituent plus un obstacle. La crise économique et sociale est impossible à surmonter dans le cadre du système bureaucratique : LA REVOLUTION EST INEVITABLE. »

KAROL MODZELEWSKI
et
JACEK KURON.

l'Etat, donc à l'atomisation de la société et à la passivité des classes sociales, en particulier de la classe ouvrière. Elle ne négligera aucun effort pour parvenir à ces résultats.

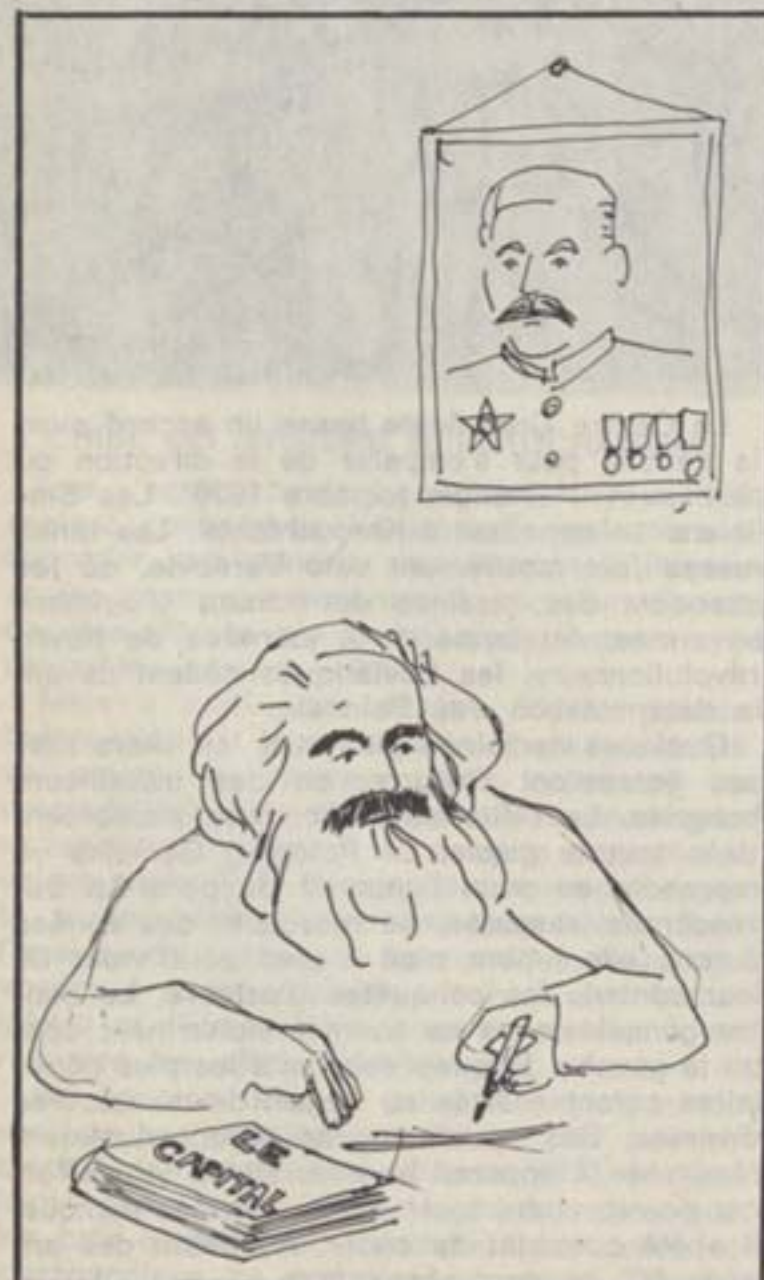
INSTABILITE DE LA DICTATURE BUREAUCRATIQUE.

3) Mais la dictature bureaucratique dans les démocraties populaires, imposée et exportée par l'Union Soviétique, repose sur des bases beaucoup plus instable qu'en U.R.S.S.

L'économie des pays du glacis soviétique a connu un développement contradictoire et saccadé. Elle fut victime de l'exploitation directe de l'Union Soviétique (réparations de guerre (1), démontage d'usines, pillage des matières premières, sociétés anonymes soviétiques, sociétés mixtes, traités de commerce à tarifs unilatéralement préférentiels, etc.). Elle a souffert de l'application mécanique du schéma stalinien d'industrialisation : Investissements outranciers dans l'industrie lourde et autarcie économique. Les tentatives de coordination de l'ensemble des économies du glacis, ou même d'élaboration d'un plan commun n'ont été lancées que tardivement,....

D'autre part, l'isolement de la bureaucratie au pouvoir est beaucoup plus net qu'en Union Soviétique. L'appareil, installé de l'étranger se trouve, confronté à des forces autonomes de classe encore vivantes (traditions politiques et syndicales), il n'a pas encore pu s'entourer d'une large couche d'aristocratie ouvrière. Imposé par l'Union Soviétique, il doit compter avec les aspirations à l'émancipation nationale, etc.

Tout ceci explique que la crise générale du système bureaucratique ait frappé le plus durement les régimes de démocraties populaires.



économique introduite par la Révolution d'Octobre, maintenue au travers de distorsions multiples par la bureaucratie soviétique, se trouve étendue par elle aux pays de démocratie populaire.

Sur cette infrastructure socialisée (collectiviste) s'édifient des rapports sociaux de domination et un Etat de dictature bureaucratique. La démocratie ouvrière n'existe pas. L'appareil du parti communiste fondu à l'appareil d'Etat règne en maître absolu. La classe ouvrière perd toute possibilité de s'organiser dans le pays et dans les usines, indépendamment du pouvoir, pour formuler ses revendications et contrôler la politique de ceux qui parlent en son nom. Un système répressif est mis sur pied pour empêcher toute tentative de contestation politique.

Les partis communistes, très faibles en 1945, se gonflent de centaines de milliers de nouveaux adhérents. Partis au pou-pouvoir, ils drainent les aventuriers et les carriéristes. Ils forment le corpus autour duquel s'agglutine la bureaucratie en rapide constitution. Cette bureaucratie du parti et de l'Etat, faite des centaines de milliers de nouveaux responsables, administrateurs, fonctionnaires, gestionnaires, représente la nouvelle couche privilégiée du système. C'est en son sommet que réside le centre de toute initiative politique et elle profite dans son ensemble des innombrables avantages qui sont liés à l'exercice du pouvoir.

La couche bureaucratique mène une politique visant à consolider ses positions : sa puissance sociale est liée à la toute-puissance de



VIVE LA LUTTE DES

Il y a 12 ans, la révolution anti-bureaucratique...

LA CRISE DU SYSTEME

En automne 1956, la Pologne connaît une situation révolutionnaire. La crise du système est patente. « Ceux d'en bas ne supportent plus d'être gouvernés comme précédemment; ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner comme précédemment. » Les masses ouvrières sont exaspérées par les salaires de misère (inférieurs à leur niveau de 1938), la législation du travail, calquée sur le code soviétique, le plus sévère du monde. Les paysans sont excédés par les exactions de la collectivisation forcée. La terreur policière qui sévit dans tous les secteurs de la vie sociale n'est plus supportée avec résignation.

Au sein du Parti et de l'Etat, une crise de direction s'est ouverte : Bierut, chef suprême du parti ouvrier unifié est mort quelques mois après qu'au XX^e Congrès, Khrouchtchev eut prononcé son fameux rapport sur les crimes de Staline. La lutte pour la succession est ouverte : Staliniens et « libéraux » se disputent âprement la direction du parti.

La force des seconds est considérable. Longtemps le parti communiste polonais est resté réfractaire aux dogmes staliniens. Son non-conformisme a entraîné sa dissolution par Staline en 1938 et la liquidation physique de ses principaux cadres. Nombreux sont les Communistes polonais qui profiteront des critiques krouchtchéviennes pour se débarrasser du carcan stalinien. La bureaucratie est scindée de bas en haut.

Cette atmosphère de crise politique stimule l'initiative des masses. La liberté de pensée et de critique fait violemment irruption au sein des organisations ouvrières. Les travailleurs ne se contentent plus de faire pression sur les appareils. Ils passent désormais à l'action directe. Des grèves éclatent contre la politique économique et sociale du gouvernement.

Le 28 juin 1956, au cours d'une manifestation monstre les ouvriers de Poznan montent à l'assaut de la prison centrale, libèrent les détenus, s'arment auprès des détachements de l'armée qui refusent de tirer sur le peuple. La Révolte ouvrière de Poznan sera finalement réprimée. Mais son retentissement est énorme. Elle donne le signal de la lutte directe et ouverte contre la dictature bureaucratique dans tout le pays.

LA REVOLUTION DES CONSEILS

De juillet à octobre 1956, la Pologne est dans un état d'effervescence extraordinaire : Les masses réveillées envahissent la scène politique. Partout, les meetings succèdent aux meetings. La bureaucratie ne peut ni les interdire, ni empêcher quiconque d'y prendre la parole. La politique des dirigeants est passée au crible de la critique. La presse quotidienne recouvre sa liberté et en use largement : les articles publiés au cours de cette période constituent un formidable réquisitoire contre le régime bureaucratique. A côté des descriptions accablantes de la réalité quotidienne du système, on trouve des analyses très élaborées du stalinisme, qui évoquent irrésistiblement les thèses de la « Révolution trahie ». Le caractère oppresseur et exploiteur de la bureaucratie devient conscience commune.

En novembre 1956, le Congrès des syndicats est envahi par plus d'un millier de délégués d'usine envoyés spontanément par la base. Les 120 bonzes syndicaux présents sont contraints d'admettre la modification de l'ordre du jour. La réunion se transforme en un réquisitoire implacable contre les méfaits de la Bureaucratie syndicale.

Au plus fort du mouvement, les Conseils ouvriers surgissent dans les Usines. A l'usine d'automobiles de Zeran (Varsovie), le conseil

composé d'ouvriers du rang, élus et révocables, procède à une transformation du système des salaires, en faisant intégrer la plupart des primes dans le salaire de base. Il refuse la candidature du directeur commercial proposé par le ministère et remanie largement le plan de réorganisation administrative élaboré par la direction.

Le mouvement de création de Conseils ouvriers s'étend rapidement. Le Conseil de Zeran, constitué en décembre 56, reçoit chaque jour des délégations en provenance de toutes les régions, qui viennent s'informer de son mode de fonctionnement et proposent d'établir des contacts permanents entre les entreprises. De plus en plus, le contrôle ouvrier sur la production est réclamé, en même temps que l'abolition des lois sur la discipline du travail et le relèvement des salaires.

Les ouvriers et les étudiants restent indéfectiblement attachés au socialisme. Ils ne permettent pas que la réaction intérieure profite de la liberté qu'ils ont imposée pour développer la propagande restaurationniste. Le mouvement des masses est orienté à gauche : il ne lutte pas contre le socialisme, il lutte contre la bureaucratie. Rien ne l'atteste mieux que la multiplication des conseils ouvriers dans les usines. Les travailleurs d'avant-garde voient dans les Conseils les organes potentiels du pouvoir ouvrier. Ils ont conscience de ce que ce pouvoir doit s'exercer également hors de l'entreprise, au niveau de la branche d'industrie et du Plan National. Les tentatives de coordination se multiplient. Dans l'électro-technique un Cartel des Conseils est créé qui s'oppose victorieusement à l'Office Central, ancienne forteresse de la bureaucratie. Des liens se nouent entre Conseils d'une même région indépendamment de toute autorisation officielle. L'idée de la création d'un organe central des Conseils ouvriers fait son chemin.

AUTO-REFORME DE LA BUREAUCRATIE

Face à cette situation, la base de l'appareil bureaucratique, perd toute cohésion. Subissant l'immense pression des masses, elle devient sensible aux revendications ouvrières. Elle transmet cette pression à l'intérieur de l'appareil bureaucratique dont les sommets eux-mêmes décomposés, sont déchirés entre plusieurs lignes à suivre : les Staliniens les plus obtus — ou les plus compromis — dénoncent à tout propos les machinations de l'impérialisme et se déclarent partisans d'un prompt retour à l'ordre. Ils bénéficient du soutien de l'Union Soviétique, dont le représentant, le maréchal Rokossowski siège au Bureau Politique. Contre cette tendance « dure », l'aile libérale de la bureaucratie prône l'auto-réforme du système. Elle cherche à atténuer la crise sociale à l'aide de mesures de libéralisation limitée et de concessions économiques. Elle s'efforce de prendre la tête du mouvement de masse, afin de le maintenir dans les limites compatibles avec la perpétuation de l'ordre bureaucratique. Les libéraux ont compris que la liquidation de la fraction la plus compromise de la direction stalinienne constitue le minimum indispensable pour essayer de contenir la révolution montante. Ils œuvrent au retour au pouvoir de Gomulka : emprisonné pour « Titisme » par les Staliniens, dirigeant du P.C. clandestin pendant la guerre, Gomulka jouit d'une indubitable popularité. En cette période de « troubles », il incarne à merveille la couverture de gauche dont la bureaucratie a besoin.

A côté de ces tendances de la bureaucratie, se rassemble ce qu'on a appelé « la gauche d'octobre ». Composée de militants et de cadres ouvriers, de jeunes, d'intellectuels révo-

lutionnaires, elle est à l'avant-garde de la lutte anti-bureaucratique. Elle se distingue du courant libéral en ce que, plus ou moins confusément, ce sont les structures sociales mêmes de l'Etat bureaucratique qu'elle conteste. Le point de clivage va être l'attitude à l'égard des conseils ouvriers. Contraint de tolérer les conseils, le courant gomulkiste manifeste à leur égard une méfiance tenace. Pour lui, les conseils ouvriers doivent être de simples organes locaux de co-gestion destinés à améliorer le rendement en intéressant les travailleurs à l'entreprise. Il dénonce « l'anarchisme » de la gauche révolutionnaire qui voit dans les conseils les organes naturels de la dictature du prolétariat et l'ossature d'un pouvoir réellement populaire.



En ha
étude
En ba
à Ber



Le Centre Gomulkiste passe un accord avec la gauche pour s'emparer de la direction du parti au VIII^e Plénum (octobre 1956). Les Staliniens en appellent à Khrouchtchev. Les tanks russes font mouvement vers Varsovie, où les attendent des dizaines de milliers d'ouvriers en armes. Au terme de 4 journées de fièvre révolutionnaire, les Soviétiques cèdent devant la détermination des Polonais.

Quelques semaines plus tard les chars russes écrasent l'insurrection des travailleurs hongrois. Le reflux révolutionnaire s'amorcera dans tout le glacis. En Pologne, Gomulka va reprendre en main l'appareil du parti. La bureaucratie, rassurée, se ressaisit : des années durant, elle luttera pied à pied pour vider de leur contenu les conquêtes d'octobre. Le centre gomulkiste va se tourner violemment contre la gauche. Ses représentants les plus populaires seront écartés au moyen de manœuvres diverses. Ses manifestations seront durement réprimées. L'appareil bureaucratique va s'efforcer de reprendre tout ce que, dans sa panique, il a été contraint de céder. Au début des années 60, ce sera chose faite.

ÉTUDIANTS POLONAIS

La révolte des étudiants

En Pologne, aujourd'hui il est dangereux d'être étudiant... ou d'en avoir l'air. La répression qui s'abat sur l'Université est aveugle et féroce. La milice arrête les étudiants dans la rue, sur leur mine, et les détient plusieurs jours, quand elle ne les inculpe pas. Nombreux sont les étudiants contraints de payer l'équivalent de 600 F pour leur libération, ou de séjourner 40 jours en taule. Nombreux sont ceux qui voient leur sursis

résilié et se trouvent affectés pour 2 ans dans l'Oural ! Des centaines d'étudiants sont exclus de l'Université. On n'a pas de nouvelles de ceux qui sont en prison.

Un climat policier pèse sur tout le pays. Le pouvoir a saisi la répression du mouvement étudiant comme prétexte pour liquider les plus incorrigibles parmi les « libéraux » de 1956. Comme aux pires moments de la période stalinienne, on surveille son

langage et ses fréquentations. La contrainte policière n'épargne pas les entreprises. A Poznan, la principale usine est entourée de cordons de police. A l'intérieur pullulent les indicateurs.

Pourquoi une telle répression dans un pays qui depuis 1956 est réputé particulièrement « libéral » ? Que signifie le mouvement étudiant et quelle peut être sa portée ?



Manifestation officielle en Silésie : « Étudiants, à vos... »
Manifestation de solidarité avec les étudiants polonais
Le porteur de la pancarte à droite est Peter Brandt.



CRISE DU SYSTEME BUREAUCRATIQUE

Les soulèvements populaires de 1956 avaient contraint la bureaucratie polonaise à concéder aux masses des libertés politiques et des avantages matériels. Le pouvoir d'achat des travailleurs n'a cessé d'augmenter régulièrement jusqu'en 1959.

Mais à partir des années 60, la gestion bureaucratique de l'économie et de la société va entrer de plus en plus nettement en contradiction avec les impératifs économiques nouveaux du système, à ce stade de son développement. Une crise économique va frapper la plupart des démocraties populaires. Pour l'analyse de cette crise économique, nous renvoyons à la remarquable brochure de Modzelewski et Kuron. Nous nous bornerons à en rappeler les effets en Pologne.

En premier lieu, la crise économique du système a entraîné la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs. Depuis 1960, les salaires sont à peu près stagnants, alors que les prix augmentent, notamment les prix des marchandises de première nécessité (viande,

produits laitiers, vêtements). La chute du niveau de vie frappe particulièrement les familles qui n'ont pas bénéficié de promotion sociale ou dont le nombre de salariés n'a pas augmenté.

En second lieu, le chômage est réapparu et menace de devenir massif. Le Plan pour 1966-70 prévoit la création de 1,5 million d'emplois nouveaux. Or les prévisions officielles affirment qu'en 1970, l'accroissement de la population en âge de produire atteindra deux millions. Même si le Plan quinquennal est réalisé (ce qui paraît douteux), on escompte donc 500 000 « personnes inemployées ».

La pléthore de main-d'œuvre dans les entreprises fait de la menace de licenciement une arme particulièrement efficace, entre les mains des directeurs et des surveillants dont l'arrogance croît à vue d'œil.

Par ailleurs, l'Etat rogne désormais sur toutes les dépenses sociales. Le Plan prévoit que la construction de 60 % des logements sera financée par des « coopératives de construction ». En dépit de la crise suraiguë, les frais de construction passent ainsi du budget de l'Etat à la charge des particuliers. Les niveaux des salaires de la plupart des ouvriers ne permettant pas l'épargne, la majorité des travailleurs ne pourra acquérir des logements neufs.

La limitation des dépenses pour l'enseignement supérieur (bourses, restaurants et cités universitaires) explique dans une large mesure la chute (relative) de la proportion des fils d'ouvriers et de paysans pauvres à l'Université. La baisse des crédits alloués à la diffusion de la culture impose aux familles ouvrières, la renonciation à certains biens culturels élémentaires (livres, disques, spectacles, périodiques).

Pour les paysans, la crise signifie avant tout, la perte d'un salaire d'appoint extra-agricole perçu dans l'industrie et la réapparition de la surpopulation agricole.

LA MONTEE DES « PARTISANS »

La bureaucratie polonaise a perdu les bases populaires de son hégémonie, acquises en 1956. A mesure que la crise sociale s'accroît, l'animosité s'aiguise contre elle dans toutes les classes.

Le fondement du pouvoir bureaucratique réside de plus en plus dans la seule contrainte. Et plus la bureaucratie se sait isolée, plus le contrôle policier qu'elle fait peser sur la société devient tâtilon et brutal. A tout prix il lui faut empêcher l'apparition de formes de résistance organisée, par lesquelles pourraient un jour s'exprimer l'initiative populaire.

A cette fin, on a sorti en Pologne l'ancienne juridiction stalinienne. (Le Petit code pénal, hérité de la dictature fasciste de Pilsudski et aménagé par Bierut). Les articles 22 et 23 de ce Code confèrent une validité aux actes d'accusation fondés sur le dépitage des conversations privées et des notes et correspondances personnelles.

L'ascension du groupe dit des « partisans » au sein du Parti et de l'Etat, opérée essentiellement aux dépens des « libéraux » de 1956, correspond à la situation de la bureaucratie polonaise dans l'actuelle conjoncture de crise. Sur le plan décisif de leurs conditions d'existence et de travail, la bureaucratie n'a plus rien à concéder aux masses. Elle limoge ceux, qui, fidèles à leur orientation de 56, réchignent devant le durcissement du régime.

Au régime bureaucratique « libéral » fondé sur une politique complexe de répression-concessions, se substitue lentement un régime bureaucratique-policier. Cette évolution s'accompagne, comme il se doit, d'un changement progressif de personnel. La bureaucratie reconnaît dans le groupe des « partisans » les dirigeants adaptés aux conditions nouvelles de sa domination.

Anti-occidentaux, anti-soviétiques, anti-intellectuels, antisémites, les « partisans » offrent à la bureaucratie effrayée une idéologie du pouvoir : le nationalisme polonais ; et un personnel politique : les cadres néo-staliniens regroupés autour du général Moczar.

LA JEUNESSE DANS LA CRISE DU SYSTEME

En Pologne comme partout, ce sont les jeunes qui ressentent le plus durement les effets de la crise du système. Ce sont les jeunes ouvriers qui sont les premiers frappés par le chômage. Ce sont eux qui cherchent et ne trouvent pas de logements. Ce sont eux qui, en raison des difficultés nouvelles d'accès à l'enseignement supérieur, se voient privées des chances de promotion.

Les jeunes paysans ne parviennent pas à trouver d'emplois dans l'industrie et se trouvent contraints de servir en surnombre dans les fermes de leurs parents. Quant aux étudiants, ils bénéficient de bourses (300 zlotis mensuels. 24 zlotis = 1 \$) qui leur permettent tout juste de payer leur loyer et leurs repas en cité. Ils éprouvent de vives difficultés, une fois diplômés, à trouver un travail correspondant à leur niveau de qualification. Ils supportent d'autant plus mal les tracasseries maniaques de la censure, qu'ils sont en train de se former.

« Si toute la société est privée de perspectives, c'est la jeunesse qui le ressent le plus » écrivaient Kuron et Modzelewski.

« Etant données les difficultés croissantes pour trouver une place dans la vie sociale, la jeunesse est dans chaque milieu le groupe le plus touché par la crise économique, sociale, idéologique et morale et constitue en même temps, dans chaque milieu, l'élément potentiellement révolutionnaire. »

La lutte des Etudiants Polonais

LES TRADITIONS D'OCTOBRE 56

Les traditions de 1956 sont restées vivaces parmi les jeunes intellectuels. Elles ont été diffusées et approfondies depuis 12 ans par des groupes semi-clandestins travaillant en milieu lycéen et étudiant.

Après 1956, l'organisation polonaise des « pionniers rouges », calquée sur le modèle soviétique, est abolie. Jacek Kuron fonde alors une nouvelle organisation de jeunesse socialiste, où est donnée une éducation politique : il reçoit une importante décoration pour cette activité. La nouvelle organisation des pionniers est particulièrement dynamique dans les lycées.

Parallèlement — mais non concurremment — existe le club Michnik — du nom de son principal animateur. Club de lycéens, toléré au cours de la période libérale et surnommé : le club des révisionnistes en langes... Les lycéens regroupés autour de Kuron et de Michnik se distinguent par leur ouverture d'esprit et leur non-conformisme. La teneur de leurs débats scandalisent les permanents des organisations de jeunesse officielles. Arrivés à l'université les lycéens, membres des deux organisations se regroupent naturellement pour continuer leur travail critique.

Ils organisent des cercles de discussions clandestins en Economie Politique, en Histoire, en Mathématiques-Physiques, en Psychologie. Simultanément ils militent au Z.M.S. (Union des Jeunes Socialistes) au sein duquel Modzelewski et Kuron animent un cercle de discussion politique. Le groupe des jeunes intellectuels révolutionnaires Modzelewski-Kuron se taille rapidement une solide notoriété. Les bureaucrates universitaires le surnomment le « groupe des paras » — troublions de choc. A mesure que le régime se durcit, on s'inquiète de plus en plus, en haut lieu, de l'activité des clubs de discussion. En 1964, les pionniers sont dissous, ainsi que le club Michnik et le cercle Z.M.S. animé par Modzelewski. A la fin de l'année Kuron et Modzelewski sont exclus du P.C. polonais pour avoir rédigé un manuscrit (saisi par la police) où se trouve exprimée pour la première fois, de façon synthétique, leur analyse de la société polonaise. Ce manuscrit porte le titre d'un ouvrage publié au 16^e siècle par un obscur auteur polonais : « Du Renouveau de la République ». La fameuse Lettre ouverte que nous diffusons résume les principales analyses de cette brochure.

Arrêtés pour activités nuisibles à l'Etat, Kuron et Modzelewski sont condamnés à 3 ans et 3 ans et demi de prison au cours d'un procès à huis-clos. 300 étudiants et intellectuels manifestèrent devant la salle du tribunal.

Face à la répression, l'activité des cercles diminue. Mais une sélection s'opère et la cohésion interne se renforce. Le niveau politique et la maturité du groupe s'élèvent.

En octobre 1966, une réunion publique est organisée en Faculté d'Histoire, pour l'anniversaire de la Révolution de 56. Le professeur Kolakowski dresse un bilan amer du gomulisme. Plusieurs étudiants interviennent dans le même sens. Kolakowski sera exclu du P.C. 7 étudiants seront suspendus. Sur ces sept, six seront réintégrés rapidement. Le septième sera traduit en Conseil disciplinaire : il s'agit d'un étudiant en Histoire nommé Michnik.

Immédiatement, une lettre-pétition aux autorités circule, réclamant notamment la liberté d'expression politique et l'interdiction des sanctions disciplinaires pour délit d'opinion. Cette pétition est signée en avril 1967 par plus d'un millions d'étudiants et de professeurs de l'Université de Varsovie.

Ce succès est le premier signe avant-coureur de l'effervescence qui naît en milieu étudiant.

En mai 67, Kuron est libéré. Modzelewski est libre en août. A la rentrée, l'agitation étudiante éclate en Tchécoslovaquie. Les événements de Prague exercent un grand impact dans les Universités polonaises. Le gouvernement ferme le Centre Culturel Tchéque.

LE MOUVEMENT DE MARS 68

C'est dans ce contexte que survient l'incroyable interdiction de la pièce de Mizkiewicz. Les spectateurs manifestent le soir de la « dernière ». Parmi eux de nombreux étudiants. Michnik et Szlafer sont arrêtés et expulsés de l'Université.

C'est contre ces nouvelles mesures qu'aura lieu la première grande manifestation, le 8 mars. Comme en 1956, le fer de lance du mouvement étudiant est l'Ecole Polytechnique, où se trouve la plus forte concentration d'étudiants d'origine ouvrière. Dès avant les premières manifestations, une vague d'arrestations préventives ramène en prison les militants les plus connus. Libérés depuis 6 mois, Kuron et Modzelewski regagnent leurs cellules.

Mais l'ampleur du mouvement dépasse tout ce que ses initiateurs ont pu imaginer : L'organisation des étudiants est impeccable. A l'Ecole Polytechnique, la grève d'occupation se déroule dans un ordre parfait. Le service d'ordre des étudiants déjoue toutes les provocations. Il empêche la diffusion de matériel de propagande anti-socialiste. Les tracts et les banderoles affirment bien haut, la solidarité révolutionnaire des étudiants en grève avec la classe ouvrière polonaise et les révolutionnaires de tous les pays, à commencer par les combattants vietnamiens.

Incident cocasse, mais révélateur de l'extrême diversité des provocations auxquelles les étudiants durent faire face : venue d'on ne sait où, une camionnette chargée de caisses de Vodka a été négligemment abandonnée dans la cour de Polytechnique. Mais les miliciens n'eurent pas à embarquer les étudiants ivre-morts. Le service d'ordre s'est chargé de détruire les bouteilles, avant que leur contenu n'ait sapé le mouvement !

En quelques jours, la lutte s'étend aux principales villes universitaires du pays. L'extrême brutalité de la répression, n'a pas eu raison des étudiants. De nouveaux dirigeants ont surgi et se sont affirmés dans la lutte. Après chaque vague d'arrestations, la relève est assurée. Aujourd'hui, les revendications sont clairement formulées. Organisés dans chaque faculté en Comité Révolutionnaire, les étudiants se préparent à de nouvelles actions.

ISOLEMENT DU MOUVEMENT ETUDIANT ?

Dès les premiers jours de manifestation, la bureaucratie s'est efforcée d'isoler les étudiants. Elle n'a ménagé aucun effort pour dresser contre eux l'ensemble de la population ouvrière. La presse a déversé les habituels stéréotypes de calomnies que les journalistes staliniens fabriquent lorsqu'il s'agit de monter les travailleurs contre les intellectuels. Les responsables de la campagne n'ont pas hésité à recourir largement aux incitations antisémites.

Mais finalement, l'opération s'est dans une large mesure soldée par un échec : Une partie de la population s'est jointe aux manifestations étudiantes. Sur les 1208 manifestants inculpés, 367 seulement étaient étudiants. Les 841 autres seraient des « hooligans » ! Tout incite à penser que de nombreux jeunes ouvriers et chômeurs ont rejoint les étudiants. On sait par ailleurs, que la population a largement ravitaillé les grévistes de Polytechnique. 30.000 zlotis ont été collectés dans les Usines (notamment à Zeran).

L'action de grand style déclenchée par l'appareil ne doit pas faire illusion. La présence aux grands meetings politiques est obligatoire en Pologne. L'arrêt de travail est décrété par la direction, et les activistes du parti « conduisent » le personnel jusqu'au point de rassemblement.

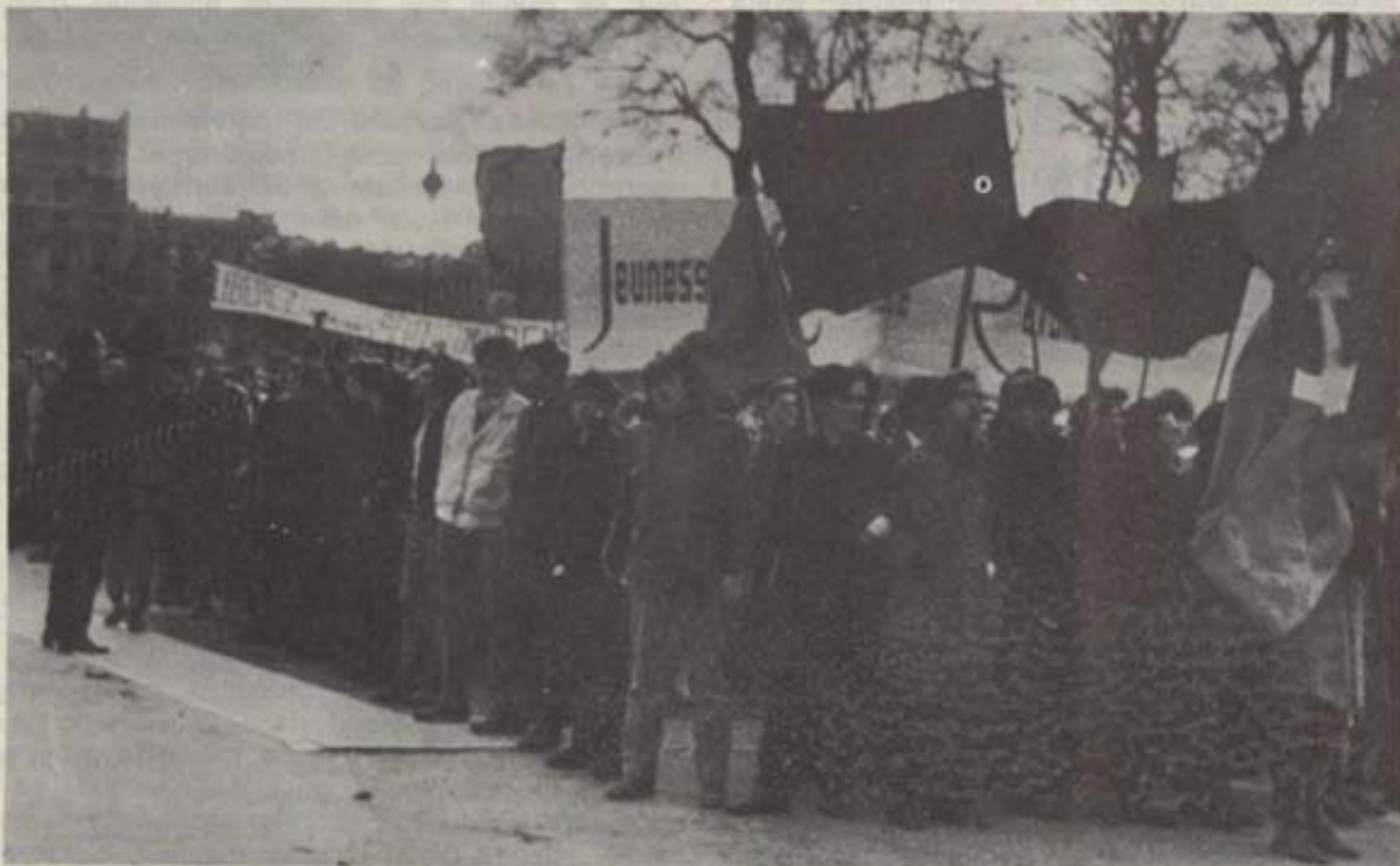
Si les bureaucrates ne sont pas parvenus à susciter l'hostilité des travailleurs contre les étudiants, si en certains points on a pu même noter une nette sympathie ouvrière envers leur lutte, il n'en reste pas moins que le mouvement étudiant est isolé, dans la mesure où il ne peut compter pour l'instant sur l'appui actif d'aucune couche sociale.

Les travailleurs polonais ont vécu l'expérience de 1956 et de ses suites amères. De ces expériences est né un certain scepticisme. Il ne sont pas prêts à se jeter à nouveau dans une bataille au terme de laquelle ils se trouveraient gros Jean comme devant.

Sans strictes garanties ils ne bougeront pas. En quoi résident ces garanties ? Dans leur « lettre ouverte ». Modzelewski et Kuron répondent à cette question : contrairement à ce qui s'est passé en 1956 la gauche révolutionnaire de demain doit se montrer capable de s'organiser en force autonome et de se donner un programme cohérent.

Les étudiants ont conscience de la nécessité de briser leur isolement. Nombreux sont parmi eux les fils d'ouvriers et de petits salariés. Ils savent d'expérience ce qu'est la condition ouvrière et sont à même de formuler des revendications intéressant les travailleurs. L'ampleur de la répression contraint l'avant-garde étudiante à s'organiser solidement. Sa volonté de briser l'isolement l'incitera à mettre en avant des revendications concernant la masse de la population. En Pologne comme ailleurs, une nouvelle génération de militants s'éduque aujourd'hui dans la lutte. Une nouvelle avant-garde se forme, débarrassée des illusions de 1956 et résolue à aller jusqu'au bout.

H. W.



Manifestation de solidarité avec la lutte des Étudiants Polonais

Aussitôt que l'écho des manifestations des étudiants polonais était parvenu en France, la J.C.R. faisait passer un communiqué de presse exprimant sa solidarité avec les victimes de la répression et son soutien, sous toutes les formes possibles, au mouvement démocratique qui apparaît publiquement aujourd'hui en Pologne. Elle s'engage notamment à diffuser au maximum la Lettre Ouverte au Parti Ouvrier Polonais des militants communistes Jacek Kuron et Karol Modzelewski, qu'elle considère comme l'expression la plus juste des aspirations à une démocratie socialiste dans les pays de l'Est et la meilleure marque d'un véritable internationalisme prolétarien.

Le 21 mars, à 18 h 30, un cortège solidement constitué de 350 militants de l'organisation se plaçait aux abords de l'ambassade de Pologne, malgré la présence d'importantes forces de police prêtes à intervenir, et lançait les mots d'ordre : « Démocratie Socialiste » et « Solidarité avec les étudiants polonais ». Deux camarades portèrent à l'ambassade une pétition réclamant la libération des étudiants emprisonnés et le droit à une libre expression politique en Pologne, tandis qu'était entonnée l'Internationale.

Un devoir impérieux pour la J.C.R. est de combattre les interprétations tendancieuses développées tant à l'Ouest qu'à l'Est de la nature et des perspectives des mouvements de jeunesse qui se font jour dans les démocraties populaires, tant qu'un lien concret ne pourra être reconnu entre tous les mouvements de jeunes communistes. Le télégramme publié par les étudiants polonais qui « salue les jeunes communistes d'Europe Occidentale » revêt ainsi pour nous une signification essentielle et nous l'accueillons avec enthousiasme, en y voyant la démonstration que nos combats à l'Est comme à l'Ouest sont communs à plus d'un égard.

Solidarité avec la jeunesse communiste de Pologne !

Vive la démocratie socialiste !

HISTOIRE POLONAISE

Qu'est-ce que 3 étudiants ?

— Un meeting.

Qu'est-ce que 5 étudiants ?

— Une manifestation interdite.

Qu'est-ce que 10.000 étudiants ?

— Un petit groupe de meneurs.

Diffusion J.C.R. :

KURON et MODZELEWSKY
« LETTRE OUVERTE AU PARTI
OUVRIER POLONAIS »

Toutes commandes à Avant-Garde Jeunesse,
B.P. 39-16 - PARIS Prix : 5 F



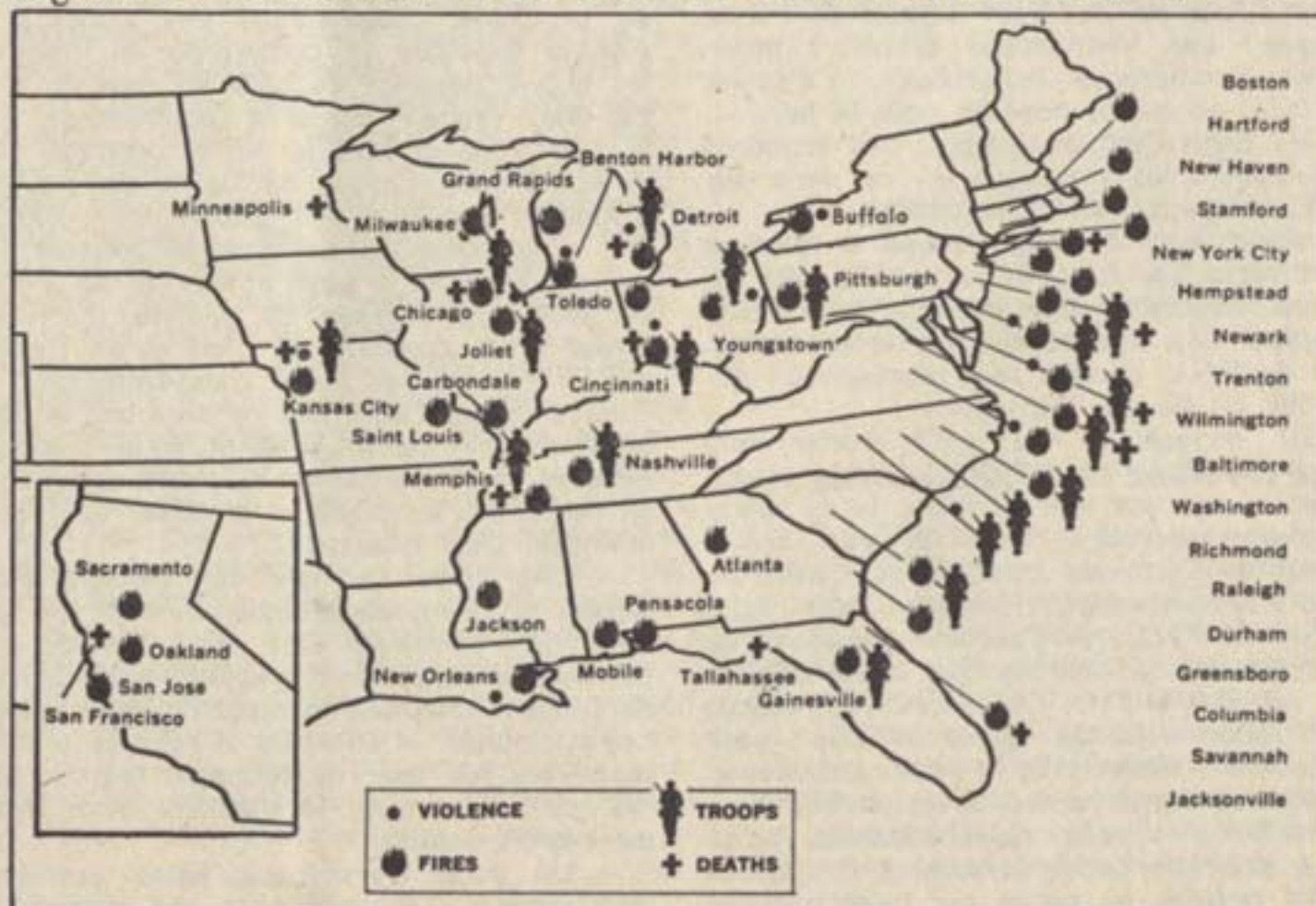
« Si le sang doit couler... je préfère que ce soit le nôtre plutôt que celui de nos frères blancs ».

Pasteur Martin Luther King - Atlanta - 1964.



« Je ne suis pas d'accord avec ce qu'il dit ou fait, mais si vous touchez à un cheveu de la tête de Martin Luther King, il y aura des représailles telles que vous ne pourrez plus les contrôler ».

Télégramme de Malcom X au chef du Parti Nazi Américain, Rockwell.



VIETNAM : QUELLE PAIX ?



Et le septième jour, Dieu se reposa...

Les éclatantes victoires remportées par le F.N.L. lors de l'offensive du Têt font qu'un tournant décisif se dessine au Vietnam. Depuis 1960, à chacun de ses échecs, l'impérialisme U.S. avait toujours un choix facile à faire : se retirer, ou escalader. En 1968, ce choix n'est plus aussi clair.

Escalader ? Une escalade militaire conventionnelle nécessiterait 3 millions d'hommes, avec un appui feu aérien en rapport : problèmes logistiques insolubles, déficit de la balance des paiements, impopularité de toute mesure de mobilisation même partielle, autant de raisons qui, à des degrés divers, font hésiter le gouvernement U.S.... Alors, il tergiverse. En dehors de toute autre arrière-pensée politique, la restriction des bombardements sur le Nord Vietnam a des raisons militaires évidentes : 1 800 avions et hélicoptères ont été perdus au sol au moment où l'aviation devient indispensable pour dégager certaines bases et villes du Sud : réduire les « sorties » sur Hanoï et Haiphong permet de faire redescendre en-dessous du XV^e parallèle une partie de la force aérienne U.S.

Face à cette situation, beaucoup de bons apôtres s'affolent : risque de conflit généralisé à toute l'Asie du Sud-Est ? Emploi de l'arme atomique ? Les Vietnamiens devraient négocier un « compromis honorable », « d'autant qu'ils sont en bonne position pour le faire »... Certains Etats Ouvriers — non des moindres — multiplient les pressions en ce sens sur le F.N.L. et la R.D.V.N. : négociez !

La seule base de négociations a toujours été et reste les 4 et 5 points : la paix au Vietnam continue de passer par le retrait total et définitif des troupes U.S. et la reconnaissance du F.N.L. comme seul représentant authentique du peuple vietnamien.

Toute négociation ne peut porter que sur les modalités du retrait ou de la reconnaissance, non sur leur principe. Toute tentative pour « rapprocher Hanoï et les U.S.A. » ne peut se faire que contre les intérêts du peuple sud vietnamien : Hanoï ne peut négocier pour le F.N.L., et c'est une des idées du Pentagone que la lutte au Sud a été déclenchée sur ordre d'Ho Chi Minh. Nul besoin d'« infiltrations » ou du « génie de Giap » pour expliquer la naissance et la victoire du Front. Il représente l'organisation de combat du peuple du Sud, et cette représentativité, il se l'est acquise par ses réalisations, lesquelles seraient remises en cause par toute paix de

compromis fondée sur l'obligation d'abandonner les 4 et 5 points.

NAISSANCE DE LA LUTTE ARMÉE

1954

Le Vietminh a remporté une victoire militaire incontestable, sans commune mesure, toutefois, avec celle du F.N.L. aujourd'hui. Dans les zones libérées, les taux de fermage ont été réduits puis, très tard (1953) une première réforme agraire a été tentée. Dans les villes, il était l'organisateur des luttes ouvrières à caractère obligatoirement anti impérialiste : la bourgeoisie nationale vietnamienne étant « rachitique » (Tran Duc Thao), toute lutte contre l'exploitation capitaliste était une lutte contre l'exploitation colonialiste.

1956

« S'il y avait eu des élections, 90 % des voix seraient allées à Ho Chi Minh » (Gi Eisenhower). Le régime Ngo Dinh Diem n'avait aucune base populaire : profitant du silence (donc de la complicité tacite) de l'U.R.S.S. et de la Chine, cosignataires des Accords de Genève imposant un compromis au Vietminh, les U.S.A. décident de bâtir en Asie du Sud-Est une « digue » contre le communisme, dont le Sud Vietnam sera la partie centrale. Leur erreur, à cette époque, est de ne pas pousser à fond la logique de leur intervention : 100 000 GI's et quelques 800 hélicoptères auraient permis de quadriller le pays et sans doute d'écraser tout foyer naissant de guérilla. (La même erreur a été commise au Laos et en Thaïlande. Elle ne l'a pas été à Saint-Domingue, au Guatemala, au Liban. Elle ne sera pas répétée en Amérique Latine...) Plutôt qu'une attaque massive, le gouvernement de Washington choisit de mettre en place et d'utiliser un régime fantôme. Cela nécessitait :

— Une classe sociale sur laquelle s'appuyer : la bourgeoisie compradore et les féodaux de l'ex-régime Bao Dai. Ceux-ci, ressuscités artificiellement, s'appuyant sur l'armée de Saigon, voulurent reconquérir leurs anciennes positions : ils abolirent la réforme agraire, rétablirent les taux de fermage, les corvées, tout ce contre quoi le Vietminh avait nettement pris position.

— Un coup d'arrêt aux luttes ouvrières, l'intervention U.S. entraînant une surexploita-

tion du prolétariat urbain, mais aussi l'inflation, la chute vertigineuse des salaires, la dégradation de l'économie du pays.

— L'importation d'une culture : on tentera de « briser » la tradition culturelle vietnamienne non pas en l'attaquant de front mais en lui substituant une autre culture, une autre religion : les traditions culturelles du régime de Saigon sont la drogue, la prostitution, la corruption élevée à son plus haut niveau...

— La répression contre les anciens cadres Vietminh restés au Sud qui, pourtant, se contentaient de réclamer les élections promises par les Accords de Genève, et qui durent, contraints par la nécessité, reprendre la lutte.

Cette reprise de la lutte armée devait être très lente. Contrairement aux conceptions « militaro-guérillistes », la lutte armée ne s'individualise pas, elle prolonge un intense travail politique (tout en lui offrant des possibilités de développement).

Dans les villes, la lutte politique passa par la reconquête des syndicats jaunes dont le PRP reprit très vite la direction. En 1960, fut créée l'Alliance Nationale pour le Progrès des Travailleurs.

Dans les campagnes, les cadres du PRP s'accrochent au village, malgré les chasses à l'homme et la terreur, ils craignent avant

tout, en se réfugiant dans les montagnes, de se couper des masses ; certains passent ainsi plusieurs années dans des cachettes souterraines : ils organisent la lutte politique contre les représentants de Saïgon et, peu à peu, « font comprendre la nécessité de la lutte armée » (Nguyen Van Thien) : dès son déclenchement sur une grande échelle, cette lutte armée était non seulement comprise mais voulue et ressentie comme nécessaire par les paysans du Sud.

Dès sa naissance officielle en 1960, le F.N.L. était donc le représentant des aspirations et des luttes des ouvriers et des paysans vietnamiens. Sa représentativité devait être accrue par l'élection des Comités de village, des Comités de région, puis de son Comité Central : émanation de l'alliance des ouvriers et des paysans, renforcée par la petite bourgeoisie nationaliste. Ce qui veut dire :

— que le pouvoir du Front est en dernière analyse un pouvoir démocratique populaire d'alliance ouvriers-paysans sous la direction de la classe ouvrière ;

— que les luttes du Sud sont autonomes du gouvernement du Nord, ce qui ne signifie pas du tout qu'elles n'ont pas besoin de son aide matérielle (l'Offensive du Têt, c'est le programme du F.N.L. plus les lance-roquettes RPG 17...).

Toute négociation qui se ferait par dessus la tête du F.N.L. serait une remise en cause des pouvoirs que le peuple vietnamien s'est donnés (par exemple négociations Moscou-Washington).

LE F.N.L., GOUVERNEMENT DU SUD

Le F.N.L. n'est pas que le gouvernement « de fait » du Sud Vietnam. Aujourd'hui, le double pouvoir, fantôme d'un côté, F.N.L. de l'autre, existe réellement :

— Une nouvelle réforme agraire a eu lieu : deux millions d'hectares ont déjà été redistribués, soit plus du tiers des terres cultivables du pays. Des coopératives agricoles ont été créées, avec comités d'auto-gestion élus.

— Il y a autogestion aussi, dans toutes les « usines de jungle » du Front.

— Le F.N.L. a planifié les travaux d'habitation, de volerie, d'irrigation des zones libérées.

— L'enseignement gratuit a permis la disparition de l'analphabétisme.

— Une intervention médicale de masse, compte tenu des possibilités inhérentes à l'état de guerre, a permis une amélioration certaine de l'hygiène et la réduction des pertes humaines : les médecins sont payés par l'administration du Front, et tous les soins sont gratuits.

— Les minorités nationales ont été, enfin, intégrées à la lutte contre l'agresseur U.S. Le sens des luttes menées actuellement au

Sud impose la consécration, le développement de ces réalisations qui dépassent d'ores et déjà le cadre d'une simple révolution nationale démocratique : leur plein développement impose le socialisme. C'est le processus continu de passage au socialisme, et lui seul qui permet l'accomplissement des tâches nationales et démocratiques. Ce qui implique en toute logique :

— que les Américains ne peuvent pas « conserver » une partie du Sud Vietnam.

— que le F.N.L. ne peut accepter ni participer à un « Gouvernement de coalition » dont il ne serait pas la force essentielle : le gouvernement provisoire dans la période transitoire du retrait des troupes U.S. ne peut être qu'issu du F.N.L. Son élargissement à certaines « personnalités » n'est possible que si celles-ci n'en acquièrent pas la direction politique.

Tout appareil bourgeois, tout maintien partiel des troupes U.S., signifierait, de par une logique de classe évidente, un coup d'arrêt donné aux luttes ouvrières et paysannes. Il ne pourrait qu'être imposé, et l'actuel rapport de forces au Vietnam rend cela sinon impossible, du moins très difficile.

Une paix de compromis style Genève, un gouvernement style « Nasakom » (Indonésie) serait-il d'ailleurs imposé aux Vietnamiens que se répèterait le processus de 1954 : les paysans reprendraient la lutte pour défendre leurs droits acquis. Tout compromis serait, à terme, remis en cause, mais au prix de dures années de combats nouveaux : en 1954, Genève signifiait bien le socialisme au Nord, mais aussi 14 années de combats au Sud.

QUAND JOHNSON NEGOCIE...

La négociation est bien confuse, Hanoï ne pouvant négocier que pour ce qui la concerne : desserrement de l'étau autour du 17^e parallèle, baisse des tirs d'artillerie lourde, diminution du transit de matériel vers le Sud.

La RDVN est passée du « nous parlerons si les bombardements sont arrêtés inconditionnellement » au « nous parlerons pour un arrêt total des bombardements », concession rendue plus grave par la pratique : l'étau s'est desserré autour de Khe Sanh, alors que les troupes tenaient déjà l'extrémité de la piste d'atterrissage, et que le F.N.L. annonçait « la population de la province de Quang Tri est résolue à faire de la route n° 9 une route sanglante qui conduit les agresseurs U.S. à la mort. »

Pourquoi cette concession ? Hanoï a adopté la meilleure solution dans la marge de manœuvre dont la RDVN disposait : d'une part, le discours « de paix » de Johnson préparait visiblement une nouvelle escalade (envoi de renforts, menaces ouvertes...). Or, l'U.R.S.S. et la Chine ont déjà démontré qu'elles se refusaient à bloquer l'escalade U.S., à y répondre autrement que par la protestation verbale. Pour ne pas mettre en péril les conquêtes déjà réalisées, les Vietnamiens ont trouvé une solution tactique : prendre Johnson à son propre piège : avant d'escalader à nouveau, il lui faut prouver sa bonne foi, style « je voulais la paix, ce sont les Vietnamiens qui la refusent » ; il s'agit dès lors d'expliquer que les offres de paix et de négociation ne peuvent se faire que sur la base de la reconnaissance du F.N.L. et du retrait des troupes U.S. Plus que jamais, le soutien politique au combat des Vietnamiens est nécessaire : c'est la seule condition pour que la « concession » à laquelle a dû se plier Hanoï devienne un avantage tactique lors de l'ouverture d'éventuels pourparlers. Il est temps de « conjuguer tous les efforts », de renforcer le soutien de la masse à la révolution vietnamienne, pour mettre en échec ceux qui, à l'Ouest comme à l'Est, rêvent d'un nouveau Genève.

CHAOUAT.



VICE-PRESIDENT NGUYEN CAO KY :

« Il est possible que la majorité du peuple du Sud-Vietnam n'aime pas ou ne soutienne pas vraiment notre gouvernement [...] Notre programme doit être : 1) réorganiser les forces armées, 2) intégrer plus de gens dans les organisations de Front-Uni et 3) obtenir l'appui de la population. »

TRUNG QUOC KHAUH :

« J'ai rencontré beaucoup d'Américains qui disent qu'ils n'ont pas le droit de se mêler de nos affaires intérieures. Mais en fait, ils s'en mêlent et devraient s'en occuper plus encore. Ils doivent considérer le Vietnam comme une entreprise. Si vous investissez de l'argent dans une entreprise vous avez votre mot à dire sur sa gestion et sa direction. »

TOU THAT AINH :

« Une réforme du gouvernement est vraiment nécessaire. Mais, en même temps, quelque chose doit être fait pour donner à la population une raison de se battre contre les communistes. Nous, comme les Communistes, menons une sorte de guerre du peuple. »

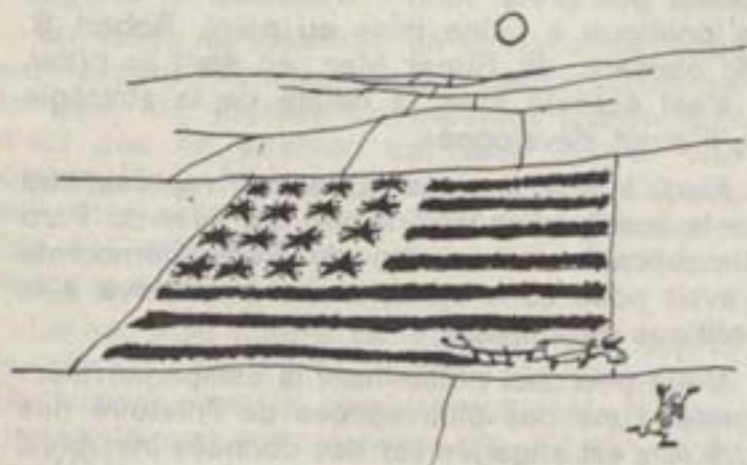
NGUYEN NGOC HUY :

« Le peuple vietnamien a peur. Le Vietnam a besoin d'un vrai dirigeant, d'un vrai patriote. Mais jusqu'à présent, les Américains ne semblent pas avoir été capables de trouver une telle personne. »

Le Secrétaire d'Etat Dean RUSK - 17 avril 1968

« Hanoï ne devrait pas gâcher les chances qui s'offrent à lui en retombant dans la polémique à propos du lieu où se tiendraient d'éventuelles négociations, car les Etats-Unis ne sauraient poursuivre indéfiniment leurs efforts unilatéraux. »

La limitation des bombardements du Nord constitue un acte unilatéral de désescalade auquel Hanoï n'a pas répondu sur le terrain puisque pas un kilomètre carré du territoire sud-vietnamien ne se trouve à l'abri de ses attaques. »



U. S. A. LA GUERRE PAR

C'est Johnson, l'homme de la formule de San Antonio — l'arrêt des bombardements aériens exige une contrepartie militaire, un geste de réciprocité qui prouve la possibilité d'engager des négociations fructueuses (autrement dit, aux conditions des américains) — lui qui déclarait en mars, après l'offensive du Têt, « les communistes ont montré clairement leur refus de négocier ou de préparer à un règlement de la situation sinon sur le champ de bataille » et concluait en avertissant : « Ne vous y trompez pas, nous sommes sur le point de gagner », c'est ce même Johnson qui vient de suspendre les raids américains sur une partie du territoire nord-vietnamien, jusqu'au 20^e parallèle. Le discours du 31 mars annonce en même temps qu'il ne se représentera pas à la présidence.

SIMPLE MANŒUVRE POLITIQUE ?

Hésitante, la presse internationale salue tout d'abord quand même ce « premier pas vers la paix ». Elle se retourne complètement le mardi 2 avril, ne croit plus à une réponse favorable de la RDV. Johnson en aurait gâché les chances : des raids sont intervenus à 50 km de Hanoï. Les « candidats de la paix », Mac Carthy et Kennedy, reviennent vigoureusement sur leur approbation du « geste » de la Maison Blanche. Le Wall Street Journal, organe des milieux financiers, a lui, immédiatement suspecté une initiative qui, « assortie d'un ultimatum », corrompue au départ, éloigne encore la perspective de négociation. Nouveau retournement, celui-là définitif, un jour plus tard, à l'annonce d'une réponse positive de Hanoï, le mercredi 3 avril.

Celle-ci n'est pas seulement verbale. Le 30 mars, un jour avant le discours public de Johnson, alors que les nord-vietnamiens en ont déjà eu communication, le siège de Khe Sanh a commencé d'être levé.

Quelles qu'aient été, quelles que soient les intentions politiques de Johnson, sa marge de manœuvre est extraordinairement limitée, sur les deux plans politique et militaire.

Elle s'est encore resserrée depuis la suspension partielle des raids.

CONTRE-COUPS DE LA DÉFAITE

Sa décision, en effet, est intervenue au travers d'une crise politique profonde, contre-coup direct de l'échec de la stratégie américaine au Vietnam.

Alors que la crise de la Baie des Cochons, la crise de Berlin avait laissé intactes les bases du gouvernement Kennedy, l'importance de l'échec au Vietnam, sa nature, ont profondément ébranlé le gouvernement Johnson et avec lui, ont secoué tout le système politique américain.

La campagne électorale a enregistré cette crise : « a topsy-turvy campaign », « une campagne chaotique » titre un numéro de Newsweek (équivalent américain de l'Express).

Deux semaines avant le discours de Johnson, le 11 mars 1968, Newsweek présente un éditorial de Walter Lippman sur la défaite.

Il donne un aperçu du climat idéologique aux U.S.A.

« Avons-nous subi une défaite au Vietnam ? Le fait même que la question soit posée provoque un choc dont nous venons seulement de ressentir la force, dont les conséquences sont incalculables... »

« La guerre du Vietnam est ingagnable.

Il s'agit pour nous de comprendre la différence entre l'échec de cette intervention et une défaite véritable dans une véritable guerre. »

Toute une fraction de la bourgeoisie américaine cherche dès maintenant à limiter l'importance de la défaite américaine au Vietnam.

Fait décisif, les milieux dirigeants du capitalisme américain, les milieux financiers ont pris le tournant dès le lendemain de l'offensive du Têt, dans un éditorial du Wall Street Journal, repris par toute la presse américaine : « Nous devons nous préparer à comprendre que tout notre effort au Vietnam a été vain. » Voici pourquoi :

« Nous croyons que le devoir de l'administration (Johnson) implique qu'elle reconnaisse qu'aucune bataille, aucune guerre ne vaut n'importe quel coût, aussi ruineuse soit-elle. »

Les maîtres du dollar ne veulent pas accélérer sa chute (accentuation du déficit de la balance des paiements) « pour une guerre ingagnable ».

« Dans le cas du Vietnam, cela pourrait échouer pour la simple raison que l'ensemble du pays et la cause politique s'effondrent de l'intérieur. »



Ils donneraient leur appui à Bob Kennedy, à la fois l'homme d'une solution négociée au Vietnam et partisan d'une intervention énergique de l'Etat dans l'économie.

Redoutée par le big business — avec l'affaire des « prix imposés de l'acier », sous le gouvernement de son frère, « Bobby » s'est fait de solides ennemis — une telle intervention trouve un accueil favorable dans les milieux financiers, dans une conjoncture telle que le dollar crie au secours.

Aussi bien, à Wall Street, les valeurs boursières ont-elles atteint 42 millions de dollars en une semaine, après le discours de Johnson, dépassant de 20 % le trafic total de la bourse de Paris en 1967.

U.S. News and World Report commente dans son numéro du 22 avril :

« C'est la guerre qui provoque les graves tensions dont souffre aujourd'hui notre économie, une inflation croissante, des taux d'intérêt exorbitants, des pressions sur le dollar et de lourdes saignées dans l'or américain. La fin de la guerre apporterait un soulagement immédiat sur toute la ligne. »

Johnson s'est fait présenter un plan économique d'après-guerre.

« Il en ressort une conclusion : la fin de la guerre est appréciée par ceux qui font la politique gouvernementale comme une bénédiction, non comme un danger, pour l'économie américaine. »

PAS D'ALTERNATIVE

La guerre au Vietnam a exacerbé toutes les tensions, toutes les contradictions de la société américaine, politiques, économiques, sociale (problème racial).

Mais pour RENSERER LA POLITIQUE DE JOHNSON, CES PRESSIONS, AUSSI CONTRAIGNANTES SOIENT-ELLES, NE JOUENT A FOND QUE PARCE QU'IL N'Y A PAS D'ALTERNATIVE MILITAIRE AU VIETNAM.

C'est un fait acquis de la politique américaine, la stratégie de l'escalade, formule particulière de la stratégie des « risques calculés » contre une guerre révolutionnaire a échoué. Le Pentagone en a d'ores et déjà tiré les leçons : étouffer, écraser dès les débuts le mouvement révolutionnaire, avant qu'il ne développe ses capacités de résistance, puis ses capacités offensives (cf. Saint-Domingue). Quelles que soient les assertions officielles, l'optimisme de Westmoreland, qui, en abandonnant ses responsabilités au Vietnam, conclut : « La situation n'a jamais été meilleure », la reconnaissance de l'échec est désormais explicite, étalée dans les colonnes de journaux depuis l'offensive du Têt.

Newsweek en donne « l'explication militaire » à l'américaine, dans son numéro du 15 avril :

« L'équilibre a été rompu par l'offensive du Têt du ministre de la défense du Nord-Vietnam, Vo Nguyen Giap et par le siège de Khe Sanh. En conséquence, les formes d'action ouvertes aux américains au Vietnam ont encore une fois été examinées « de A à Z » cette fois sous la direction du successeur de McNamara, Clark Clifford. L'une des conclusions de Clifford fut que les résultats mesurables de trois années de bombardements, ne justifient pas les coûts élevés en tonnage, en argent, en pertes d'avions et en pilotes tués.

Une autre conclusion fut que l'envoi massif de troupes terrestres additionnelles au Vietnam, mesure soutenue par les militaires, imposerait de nouvelles tensions économiques et politiques aux U.S.A., sans apporter aucune garantie d'une fin rapide de la guerre.

A l'intérieur des limites que le président s'est tracées pour cette guerre, fit remarquer l'un de ses conseillers, il a épuisé toutes les options. »

USURE POLITIQUE

C'est parce qu'ils étaient foncièrement impréparés à cet échec que le Pentagone et la Maison Blanche ont été entraînés depuis plus de six mois dans une fuite en avant au Vietnam, à la recherche d'une alternative. D'où les mesures contradictoires, le bombardement de Haiphong, les interventions au Laos et au Cambodge, mais la limitation de l'envoi de nouvelles troupes (plus de troupes, plus de doutes, commentait Newsweek, le 11 mars).

L'administration Johnson n'était pas prête à cet échec, soit à une remise en cause de sa stratégie internationale, comme les milieux dirigeants américains dans leur ensemble n'y étaient pas prêts. John F. Kennedy lui a légué sa politique à peine mise au point. Robert S. McNamara, dit Super Mac, en était le pilier. Il s'est écroulé avec la faillite de la stratégie qu'il avait développée.

Jusqu'à il y a un mois, aucun représentant de la bourgeoisie américaine, au sein du Parti Républicain ou au sein du Parti Démocrate n'avait posé concrètement une alternative à la politique de Johnson.

Voilà pourquoi notamment la campagne électorale, l'une des plus agitées de l'histoire des U.S.A. s'est engagée sur des données instables, désorientées.

D'AUTRES MOYENS...

Les raisons qui ont poussé R. Kennedy à poser sa candidature et à préciser — à retardement — ses positions sur le Vietnam sont les mêmes qui ont provoqué la décision de Johnson de suspendre les raids aériens sur une partie du Nord-Vietnam. Il préconise un règlement politique de la guerre par l'intégration du « Vietcong » au sein d'un gouvernement de coalition, neutraliste. (Mac Carthy, quant à lui, n'a pas de programme concret).

Quant à l'alternative militaire défendue publiquement par le général Eisenhower et dans certains bureaux du Pentagone, elle implique une transformation dans la nature même de la guerre : extension du conflit, voire, emploi d'armes atomiques tactiques.

LOGIQUE DES INTERETS IMMEDIATS

Politiquement parlant, les Etats-Unis ne sont pas prêts à cette alternative. Pourquoi ? Parce qu'elle entre en contradiction avec leurs intérêts immédiats.

Ce qu'ils ont cherché à obtenir au Vietnam, c'est le maintien du statu quo.

Ce qu'ils ont cherché à démontrer, c'est qu'une révolution n'avait pas les moyens de le bouleverser, qu'ils étaient les maîtres du rapport de forces mondial.

Dès 1961, John F. Kennedy s'était engagé au Vietnam en fonction de ce calcul politique, « un recul américain en Asie risquerait de perturber l'équilibre des forces dans le monde. »

Les U.S.A. ont essuyé au Vietnam un échec irréversible. La logique de Kennedy se retourne : éviter « des perturbations de l'équilibre des forces », c'est aujourd'hui stopper la guerre. Tout le problème en effet pour l'impérialisme américain est de limiter les implications de cette défaite. Cerner l'échec, l'endiguer, bloquer ce que Pham Van Dong appelle « des réactions en chaîne » qu'il ne manquera pas de susciter.

En 1961, le sous-secrétaire d'Etat de Kennedy, Chester Bowles, lui conseillait, à l'encontre d'une intervention militaire, une solution « politique ».

Créer une ceinture d'Etats neutres à l'exemple du Laos, sous la garantie de l'U.R.S.S., de la Chine, du Japon, de l'Inde et des pays de l'OTASE.

Sous d'autres formes, cette « solution » trouve aujourd'hui de nouveaux défenseurs.

Dans le brain trust du clan Kennedy, le général Gavin préconise depuis trois ans (contre l'escalade de 65), la fortification autour du Vietnam, « irrécupérable », d'un cordon sanitaire d'enclaves américaines en Asie du Sud-Est, sur le modèle des bases en Thaïlande ; sans d'ailleurs se faire illusion sur la viabilité d'une telle « solution ».

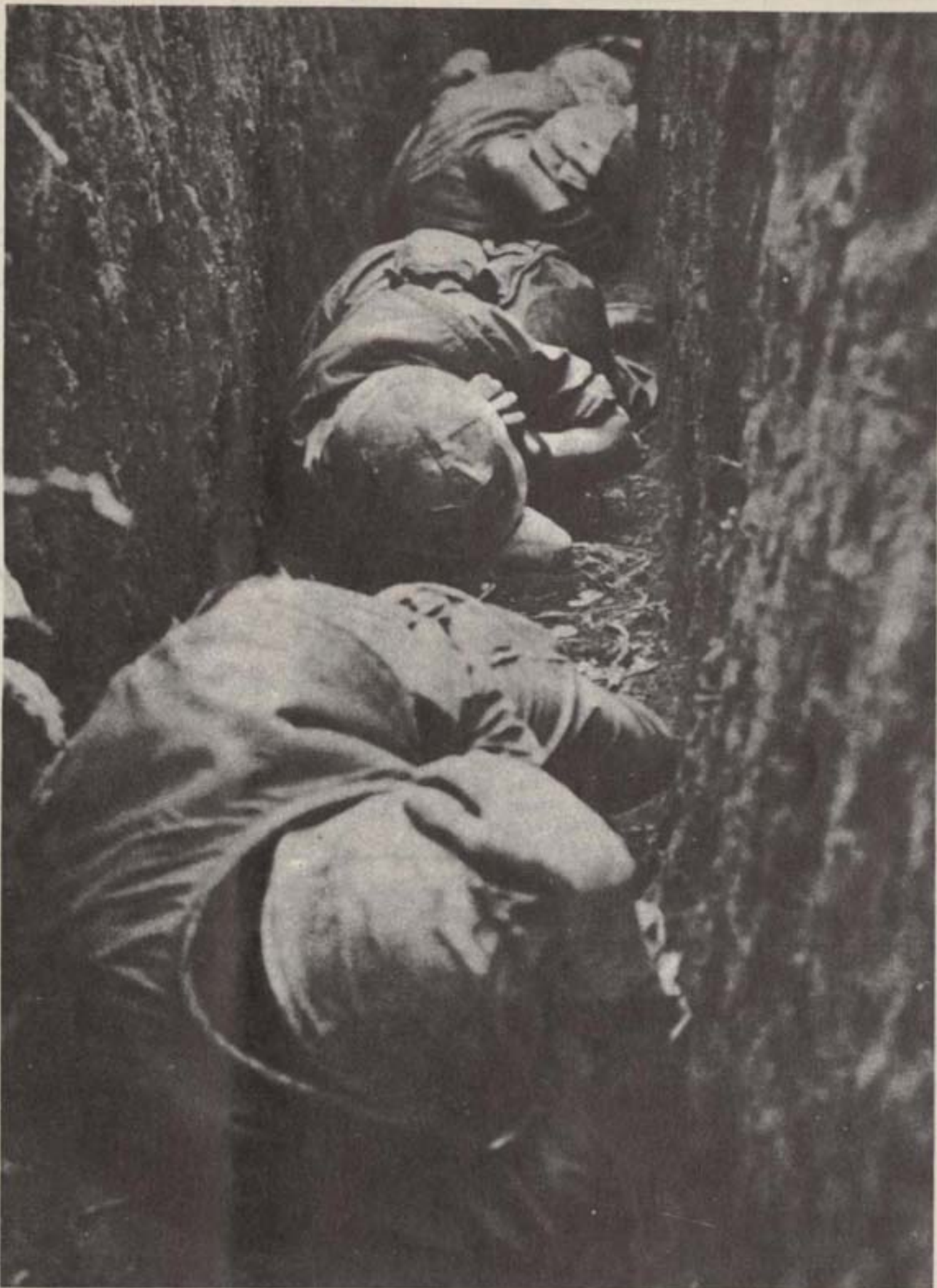
Battu sur le terrain, Johnson tente de « continuer la guerre par d'autres moyens » : les négociations.

Les négociations de la seconde guerre du Vietnam mettent en jeu le rapport des forces mondial. Comme toutes négociations internationales, elles sont soumises à des pressions de toutes sortes.

En 1954, le Vietminh, en position de force sur le plan militaire, conclut des accords sur la base de lourdes concessions parce qu'il n'est pas en position de force sur le plan diplomatique. Molotov, Monsieur Niet à Berlin, se reconvertit au cours des négociations et fait à Genève le coup d'essai de la coexistence avec les U.S.A.

La seconde guerre du Vietnam en a déjoué les règles. Le F.L.N. a brisé le statu quo. Renforçons, sur le plan international, le soutien politique aux victoires du F.L.N. et de la R.D.V.

P. B.



Ils n'ont pas libéré Khe Sanh

A propos d'une interview du Général Beaufre

L'AVANT-GARDE Jeunesse a conquis une certaine notoriété en analysant (numéros 8, 9, 10-11) sans ambiguïté la nature de l'aide apportée par les Soviétiques au Vietnam.

Notre affirmation selon laquelle l'U.R.S.S. et les pays socialistes disposeraient d'armements permettant de changer du jour au lendemain la physionomie de la guerre (équivalents soviétiques du « Red Eye ») a été mise en doute par certains mais n'a été démentie par personne.

Bien que nous n'ayons pas pour habitude de chercher caution chez les auteurs bourgeois, nous laisserons les incrédules méditer sur cette déclaration du général Beaufre (Nouvel-Observateur du 17-4-68) qui ne s'attendait certes pas à nous voir reprendre ses propos :

On m'a beaucoup posé la question quand j'étais là-bas : « Est-ce que les soldats du

Front ont ce qu'on appelle des « Red Eye », c'est-à-dire des fusées anti-aériennes tirées d'une espèce de bazooka, avec une tête chercheuse, fondée sur l'infrarouge ? »

Il semble qu'autour de Khe Sanh ils aient eu quelques fusées anti-aériennes, mais ce sont peut-être des modèles plus élaborés, plus lourds ; s'ils avaient eu des « Red Eye », aucun hélicoptère n'aurait pu passer.

Il y a maintenant le risque, qui n'est pas encore très clair, mais qui peut se développer, des moyens anti-aériens mis en œuvre par les Nord-Vietnamiens. Ce serait extrêmement dangereux, non pas pour l'aviation de bombardement américaine, qui opère à haute altitude, mais pour l'emploi d'hélicoptères ou même pour les « straffings » comme ceux que je voyais l'autre jour à la télévision où des avions viennent jeter leur napalm au ras de terre.

A L'OUEST, DU NOUVEAU

Après la Rhodia, après Caen, Redon : si chaque numéro de l'Avant Garde contient une rubrique « explosions sociales » (1) c'est que la remontée des luttes ouvrières en France se traduit par l'émeute mensuelle ou presque : le 11 mars, ça a été les 3 000 manifestants de Redon, et 20 flics blessés. L'événement ne surprend à chaque fois que ceux qui prennent leurs souhaits — la coexistence pacifique des classes en France — pour des réalités : l'« Humanité » consacre aux événements de Redon une trentaine de lignes en 4^e page. En fait, la « grande presse » a fait silence autour de Redon ; quand l'exception devient la règle, les travailleurs commencent à se demander pourquoi leurs syndicats abandonnent les ouvriers de Redon comme ils ont isolé et abandonné ceux de Lyon, ceux du Mans, ceux de Caen...

DE LA FERME...

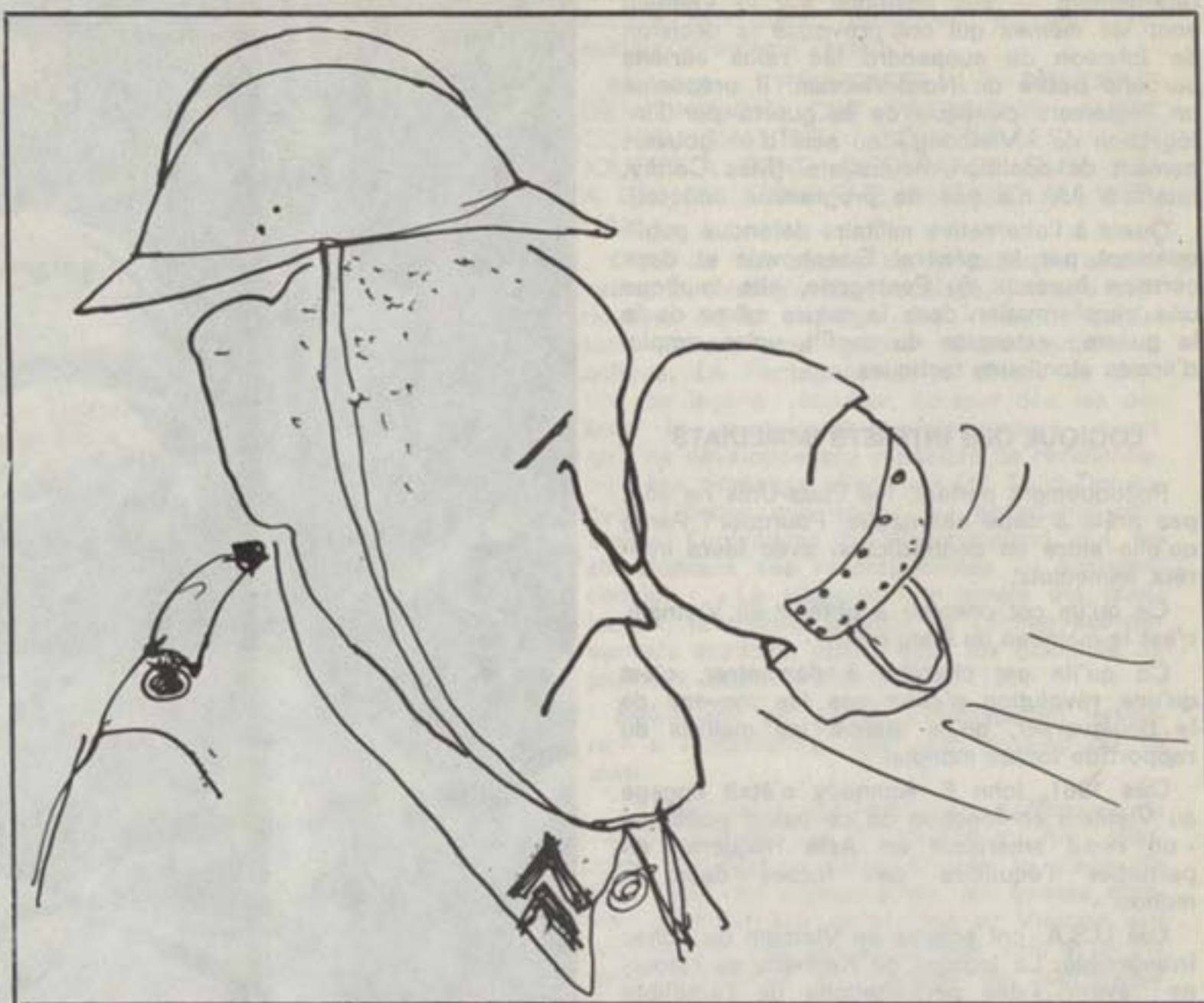
L'Ille-et-Vilaine est une région pauvre. Entendons-nous : une région pauvre, en régime capitaliste, ça n'est pas une région défavorisée par la nature (les landes et les marais qui entourent Redon par exemple). C'est une région où l'exode rural permet aux patrons de disposer d'une main-d'œuvre nouvelle nombreuse, inexpérimentée, qui accepte des salaires bas. Le sous-développement régional se nourrit de lui-même : l'expansion démographique (2) et l'exode rural nourrissent le sous-emploi, fournissent aux patrons l'armée industrielle de réserve qui leur permet de peser sur les salaires : dans la région de Redon les exploitations agricoles sont parcellisées à l'extrême. La concurrence des grandes exploitations les accule à la faillite, pousse les jeunes ruraux à accepter les bas salaires de l'industrie locale.

En régime capitaliste, le développement inégal des régions suit la loi de la concurrence : le fossé va s'accroissant entre celles qui sont déjà les mieux équipées et les autres, de même que la concurrence joue toujours au profit de l'entreprise la plus puissante ; le patronat refuse de faire un certain nombre d'investissements, collectifs notamment (transports, formation de la main-d'œuvre, etc.) dans des régions « défavorisées ». Il investit dans les régions déjà équipées et aggrave en conséquence le sous-équipement des autres. L'Ouest n'échappe pas à la règle : l'industrialisation y est marginale, limitée à quelques centres d'accès facile (comme Nantes - St-Nazaire) ou à quelques régions où la faiblesse du coût de la main-d'œuvre vient contrebalancer les inconvénients structurels.

Les embryons d'industrialisation à l'Ouest se font au prix d'une surexploitation de la classe ouvrière : à Redon, où l'expansion du secteur métallurgique jusqu'en 1957 a pu faire illusion la stagnation et la récession qui se sont abattues sur la région ont aggravé la surexploitation par la généralisation du chômage.

(1) cf. A.G.J. No 9 (Rhodia), 10-11 (Caen).

(2) la population de la région de Redon a augmenté de 9,1 % entre 54 et 62.



...A L'USINE

En 1985, le capitalisme prévoit — c'est-à-dire entend réaliser — la situation suivante de l'emploi à Redon : 3.000 emplois dans l'industrie, autant dans l'agriculture pour... 16.000 jeunes cherchant une profession. Actuellement l'industrie métallurgique (très dispersée : 37 usines ont entre 10 et 20 ouvriers, 21 plus de 20) emploie 3.500 personnes. L'abondance de la main-d'œuvre, entretenue par la crise agricole, permet au patronat d'imposer de bas salaires. Aussi entend-il bien perpétuer et aggraver une situation qui lui est hautement favorable.

Les bas salaires : voici les chiffres pour l'ensemble des catégories, avec en regard le salaire horaire minimum parisien accepté par les centrales syndicales.

	Redon salaire horaire	Paris Salaire horaire
manœuvre 1	2,39	2,83
2	2,45	2,93
O.S. 1	2,50	3
2	2,65	3,22
P. 1	2,96	3,66
2	3,36	4,01
3	3,78	4,45

L'écart avec le salaire moyen parisien atteint 46 %. L'écart entre salaires moyens à Redon et à Rennes - usine Citroën est de 10 à 15 % et il n'y a pas d'abattement de zone entre ces deux villes.

Deux exemples « parlants » enfin : chez Dubois (vêtements) qui emploie 208 personnes, une ouvrière avec un C.A.P. de couturière gagne moins de 9 F par jour. Chez Flaminare (648 ouvriers) un manœuvre gagne 380 F par

mois ; les horaires ont été réduits de 45 à 40 heures.

Chômage et bas salaires : dans une région déjà défavorisée, disons-nous, le patronat évite d'investir. L'usine Michelin promise (1.400 emplois nouveaux) s'installera à Epinal. A Redon, du 1^{er} mai au 1^{er} octobre 67 les demandes d'emploi inscrites non satisfaites ont doublé : elles atteignent 350.

Et à côté du chômage « officiel », du chômage « partiel », il y a la foule de ceux, jeunes notamment, qui ne trouvent pas de situation : le manque de place dans les écoles entretient la sous-qualification. La hausse de la qualification dont le patronat a besoin il l'effectue par la formation professionnelle dans les usines.

La vie quotidienne à Redon subit les effets de la situation de l'emploi : la diminution du pouvoir d'achat entraîne la fermeture des commerces et crée de nouveaux chercheurs d'emploi. Les logements H.L.M. sont en nombre bien insuffisants (300 demandes non satisfaites) et pourtant, pour payer le loyer, mari et femme sont contraints de travailler à l'usine.

A Redon, en dépit du manque d'explications des directions ouvrières, les travailleurs ressentent que la politique de reconversion du capitalisme français « pour devenir concurrentiel » se fait sur leur dos. Personne ne leur a expliqué que le taux de plus-value n'augmentait qu'au moment où il y avait diminution du capital variable : mais ils sont en train de le redécouvrir.

UN CONFLIT CONTROLE

L'expérience récente a du moins appris cela aux bureaucrates syndicaux : il vaut mieux accepter le mouvement et l'engager dans des cadres « traditionnels » que le laisser en proie à toutes les tentations gauchistes. A Redon, au contraire des autres conflits, les appareils syndicaux ont réussi à garder un contrô-

le relatif des opérations. Mais ils n'ont agi que poussés par la base : en assignant au mouvement des objectifs « modérés », ils lui ont permis de remporter une victoire illusoire et dont les travailleurs pourront bientôt sentir la précarité.

La motivation de départ du mouvement a été un premier « réajustement » opéré le 1^{er} février après un an de tergiversations. L'exigence des « 30 centimes » pour mobilisatrice qu'elle fût ne prenait son sens plein que si on la liait à tout un programme revendicatif, exigeant notamment des garanties sur le plan de la sécurité de l'emploi. Tout le monde sait que les augmentations de salaires sont rapidement reperdues du fait de l'augmentation du prix de la vie. Mais expliquer les limites du mot d'ordre n'était-ce pas aussi poser aux travailleurs le problème des formes de lutte adéquates ?

Le 6 février, la première manifestation rassemble 2.500 participants. C'est elle qui contraint les directions syndicales, bon gré mal gré à lancer le mouvement. Dès le début, elles l'enferment dans la logique patronale en centrant la lutte sur le « droit de discuter avec le patronat ». Les syndicats demandent une réunion de la commission paritaire où bureaucrates syndicaux et délégués patronaux se retrouvent. Au refus du patronat, ils répondent en organisant une manifestation pour le 11 mars.

Mais le 11 mars, tandis que les délégués discutent à l'intérieur de la mairie, les travailleurs, notamment les « jeunes » ceux que les centrales (surtout la C.F.D.T.) contrôlent le moins, généralement sortis directement de l'exode rural, décident de manifester violemment leur résolution : ils barrent la voie ferrée (l'express Paris-Quimper est stoppé en gare) et se heurtent violemment aux C.R.S., qui chargent avec une brutalité inouïe. Par ce débordement, les travailleurs ont manifesté qu'ils refusaient, peut-être confusément, mais résolument, le cadre de revendications et de discussions qu'on leur imposait.

Après les « incidents » les centrales continueront à axer la lutte sur le thème : droit de discussion avec le patronat.

L'Union Locale C.G.T., le 25 mars, déclare : « la C.G.T. se déclare prête à poursuivre la lutte jusqu'au bout pour obtenir un protocole d'accord ». Les syndicats iront jusqu'à faire appel au préfet, pour qu'il contraigne le patronat à accepter la réunion paritaire...

VICTORIEUX ?

Les débrayages se succèdent dans différentes usines, le 21 a lieu un débrayage d'une heure sur le tas dans toutes les entreprises. 2.500 ouvriers suivent le mouvement. Le 22 mars, le patronat accepte la réunion paritaire et accorde une augmentation de 0,25 F (au lieu des 0,30 demandés). Dans trois boîtes, l'augmentation refusée en commission paritaire sera conquise par une lutte prolongée : chez Sebillieu — dont les 210 ouvriers sont à la base du mouvement revendicatif ; les ouvriers de Sebillieu se mettent en grève pour 48 heures. Chez Unifer, les 348 ouvriers déclenchent une grève illimitée. Contraints par la relance du mouvement, les trois U.L. (C.G.T., C.F.D.T., F.O.) organisent le 23 un meeting d'information qui groupe 2.500 participants. Le 28, 1.500 métallos débrayent dans toutes les usines de Redon par solidarité avec Sebillieu et Unifer, qui obtiennent satisfaction. Ce que la « commission paritaire » n'avait pas obtenu, le combat des ouvriers l'a gagné. Mais il reste que la direction a réussi à limiter la lutte à un objectif partiel, qui n'a d'ailleurs été atteint que de façon limitée. En refusant la généralisation des luttes et des mots d'ordre, en acceptant la logique patronale de discussion en limitant la revendication à une augmentation de salaire, les directions ont remporté un succès. La seule généralisation « à froid » qu'offrent les centrales, c'est la perspective d'une journée pour le « dé-

veloppement régional » de l'Ouest. Perspective qui trace le plan d'un développement de la région comme si le retard de l'Ouest ne tenait pas à des causes structurelles et générales du capitalisme français. La clé des problèmes bretons n'est pas en Bretagne : elle est au niveau du système économique global, où joue la concurrence entre régions « pauvres » et régions « riches ».

Mais ce succès des directions est ambigu, comme est ambiguë la victoire des 25 centimes. Quand elle sera — ce qui est inévitable — remise en question, les travailleurs de Redon se souviendront des leçons positives de la lutte de mars 68 : l'unité syndicale a été imposée par les travailleurs aux trois centrales, surtout le mouvement de solidarité des entreprises avec les travailleurs de Sebillieu donne la preuve du haut niveau de conscience de la classe ouvrière dans la région.

Les étudiants ont manifesté leur solidarité avec les travailleurs, en dépit du refus de l'U.E.C. et de l'U.N.E.F. de l'organiser : solidarité dont la forme la moins heureuse a été la constitution d'un « Comité de Soutien aux travailleurs de Redon » qui s'est contenté de reprendre à peu près uniquement le mot d'ordre partiel des 30 centimes. Enfin et surtout, l'unité de lutte avec les paysans confrontés à la concurrence capitaliste s'est réalisée : les « jeunes » redonnais, dont les parents sont souvent paysans, unissent la lutte des paysans — dont ils reprennent les méthodes radicales — et celles de la classe ouvrière : au niveau des organisations, le « front syndical commun de confédérations ouvrières et des syndicats agricoles », la solidarité du C.D.S.A. avec les ouvriers — comme en octobre 1967 la solidarité des ouvriers avec les paysans, témoignent avec toutes les limites que leur imposent les directions syndicales de la force de l'unité d'action.

Cette expérience témoigne du niveau auquel peuvent parvenir les luttes dans une région qui vit intensément, aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie, la crise du capitalisme français dans le Marché commun.

A travers Redon, c'est un nouveau visage de l'Ouest français qui apparaît : celui d'une région où se forme très vite un nouveau prolétariat combatif.

Le groupe de Rennes de la J.C.R.



L'ETAT VU PAR WALDECK ROCHET

LA CRISE MONETAIRE INTERNATIONALE

(Suite de la page 9)

en Europe, l'aide à l'étranger... Bref, la politique impérialiste des Etats-Unis.

Les investissements fait par les capitalistes américains avec ces dollars leur rapportent un profit qu'on peut estimer à 10 % (« Le Monde » 4 avril 1968), et les dollars obtenus en échange de ces investissements par les capitalistes européens s'ils sont prêtés soit aux U.S.A. soit en Europe même, ne rapportent que 3 % aux capitalistes qui les détiennent. Par conséquent, le mécanisme dans lequel le dollar joue le rôle de monnaie de réserve sans que les Etats-Unis soient forcés par un mécanisme quelconque à régler l'émission de monnaie internationale conduit à un formidable transfert de la valeur créée par la bourgeoisie européenne (avec le travail de son prolétariat, bien sûr) en faveur de la bourgeoisie des Etats-Unis.

C'est cette situation que ne veut plus accepter la bourgeoisie européenne qui se sent maintenant assez forte pour refuser ce mécanisme.

Cette contradiction entre les intérêts de la bourgeoisie européenne et l'impérialisme des Etats-Unis touche actuellement deux questions essentielles et liées qui font l'objet des antagonismes.

Ces deux problèmes peuvent être synthétisés de la manière suivante : Premièrement : qui payera réellement la politique de déficit des Etats-Unis. La « note » à payer étant en l'occurrence les 22 milliards de dollars de créances détenus par les pays occidentaux et qui ne pourraient pas être remboursés en or par les Etats-Unis qui n'en ont pas suffisamment au taux actuel (au taux actuel de 35 dollars pour une once d'or, les Etats-Unis ne pourraient rembourser que 10 milliards environ). Deuxièmement, si le mécanisme de création de monnaie internationale qui était assuré jusqu'aujourd'hui par le déficit sous contrôle de la balance des paiements américains doit être transformé sous la pression des nouveaux rapports de force réels comment sera créée la nouvelle monnaie dont on a besoin pour assurer l'expansion du commerce mondial ; quels seront les rapports de forces entre puissances impérialistes qui fixeront les règles de la création et de la distribution de cette monnaie. Ce sont ces deux aspects des contradictions interimpérialistes que nous nous proposons d'analyser dans un prochain article.

Michel Alexis.

QUE SE PASSE-T-IL A LA C.G.T. ?

Depuis la rentrée de septembre 1967, on ne peut pas dire que la C.G.T. ait entrepris quoi que ce soit qui permette un réel démarrage des luttes. Certes nous avons eu un envoi de délégations à l'Assemblée au moment de la rentrée parlementaire d'octobre. Nous avons eu le morne défilé du 13 décembre. En dehors de cela ? Rien.

Lorsque la grève a éclaté à Caen, c'est tout juste si l'on a informé les militants de ce qui se passait là-bas. Aucune collecte d'argent pour soutenir les emprisonnés de la Saviem et des autres entreprises de Caen.

Au point mort ; voilà où nous en sommes. Mais qu'on ne s'y trompe pas. Ce calme n'est qu'apparent : en fait, et faute de combats revendicatifs un peu sérieux, c'est à l'intérieur de la C.G.T. que l'on se remue, que l'on critique, que l'on réorganise, etc.

L'absence de tout mouvement, malgré une pression de la base, a fait jaillir des critiques de toutes sortes. Non pas un courant critique, mais des critiques. Les plus responsables de la C.G.T. se sont trouvés au banc des accusés et se sont défendus : ce n'est pas nous, ce sont les autres. Les autres : la C.F.D.T. et F.O.

Pour F.O. c'était clair : elle a trahi et retrahira. Tout le monde est d'accord pour dénoncer la collaboration de classe pratiquée par la direction de cette confédération.

Mais la C.F.D.T. ? On fait l'unité avec elle. Alors que signifie cette unité là ? Question embarrassante et les réponses étaient embarrassées. C'est pourquoi les militants et parmi eux ceux du P.C.F. purent expliquer que l'unité dans l'inaction cela ne peut plus durer.

Si la C.F.D.T. ne veut pas marcher, nous irons seuls à la bataille. Et pour qu'on ne nous qualifie pas de diviseurs, nous afficherons les réponses de la C.F.D.T. à nos propositions, nous prendrons les travailleurs comme témoins de notre volonté d'engager des actions.

Inutile de dire qu'une telle position est bien gênante dans la période actuelle : elle ne va pas du tout dans le sens de l'unité de « toutes les forces démocratiques » et présente cet inconvénient supplémentaire de mettre en cause la politique plus ou moins secrète habituellement pratiquée par les dirigeants à quelque niveau qu'ils soient. Imaginez seulement un instant Seguy contraint de prendre les travailleurs à témoin des propositions qu'il serait sensé faire à ses acolytes de la C.F.D.T., et de sa bonne volonté à organiser effectivement de grandes luttes. Ce qui a pu passer au niveau des syndicats n'est pas prêt d'être accepté par la direction confédérale, soyons en certains.

Mais on ne peut rester ainsi à attendre que se développe une attitude critique des militants. Tôt ou tard cela finira mal pour les bureaucrates. Alors ceux-ci ont cherché et trouvé des expédients. Il y en a quatre importants qui permettront peut-être de tenir jusqu'aux congés.

Tout d'abord on reprend l'affaire des « gauchistes ». Récemment dans la Vie Ouvrière (hebdomadaire de la C.G.T.), Krasuki les met à mal dans un article intitulé « Les affaires sérieuses ». Citons-en les passages les plus intéressants :

« Avez-vous remarqué que depuis un certain temps une partie de la presse bourgeoise s'est mise à trouver une saveur agréable à tout ce qui se prétend ultra-révolutionnaire ? »

Et que je te mette en avant les excités qui cherchent à entraîner les étudiants progressistes dans des voies qui les isoleraient de la masse des étudiants et de la classe ouvrière... »

Et que je te tartine des colonnes pour tenter de dévoyer la juste colère de la jeunesse... »

Et que je te fasse mousser les casseurs de vaisselle qui, à l'intention de la classe ouvrière, lancent des mots d'ordre sans rapport avec la réalité.

Il en est qui se laissent prendre à ces campagnes intéressées. On voit des gens qui affirment se classer « à gauche » faire chorus et assaut de démagogie et d'irresponsabilité. On voit aussi, dans certaines entreprises, voire dans certains départements, des militants de la C.F.D.T. s'embarquer dans cette galère, avancer des mots d'ordre inconsidérés et tenir un langage « dur de dur ». Ils le font en créant des difficultés à l'unité d'action et dans le même temps que leur organisation adopte une position qui fait obstacle à l'union des forces de gauche sans exclusive... » (La Vie Ouvrière, n° 1232, 10-4-1968, p. 9.)

Là encore l'unité avec la C.F.D.T. est soumise au feu de la critique. Plus exactement, Krasuki appelle ses homologues de la C.F.D.T. à contribuer à isoler et combattre les gauchistes.

Soit dit en passant, même si la C.F.D.T. a pu, au nom de la « démocratie véritable » refuser d'entrer dans le jeu de la chasse aux sorcières, rien ne nous prouve que demain, comprenant les dangers qui menacent tous les appareils bureaucratiques, elle ne changera pas son fusil d'épaule.



Mais il reste que la dénonciation des gauchistes ne suffit pas pour mobiliser des syndiqués ou pour répondre à la volonté (actuellement en recul) de se battre contre les ordonnances et le chômage et pour les salaires. Il faut donc autre chose et la direction de la C.G.T. s'en occupe.

Etant donné que les gauchistes influencent surtout les jeunes, commençons par organiser une belle démonstration de la jeunesse. Un Festival est en préparation pour le mois de mai et l'on sait déjà qu'il sera gai gai gai, oh yes ! Chars fleuris, batailles de confettis, rien ne manquera... sauf peut-être des propositions un peu sérieuses pour organiser et mobiliser les jeunes.

Notons cette contradiction : on prépare le Festival assez sérieusement au niveau des Unions locales, ou des U.D., voire dans les syndicats. Là s'expriment toutes sortes de revendications et la presse de la C.G.T. s'en fait abondamment l'écho. Et la conclusion invariable est qu'il va falloir se battre. Mais au lieu de cela, et sans pudeur aucune, on nous prépare une vaste fiesta, pour laquelle on requiert des énergies relativement importantes.

La seconde grande mobilisation est pour le mois de juin. Là il s'agit de choses plus sérieuses puisque nous avons à préparer des Assises Nationales contre le chômage. Remarquez qu'on est déjà rôdé : assises sur le travail des jeunes..., assises sur le travail des

femmes cette année sur le chômage. Comme c'est en juin que cela aura lieu, il sera impossible de terminer cette mobilisation par une action. Les vacances seront trop proches. Néanmoins, faute d'autre chose, on pourra occuper des militants car il faut le rappeler, « ceux qui critiquent ne font pas le houlot... » Alors voilà du travail maintenant : il s'agit d'organiser des comités de chômeurs et de préparer des rassemblements régionaux.

« Rassemblements régionaux. Ils seront organisés dans les semaines qui viennent dans les départements et régions. On sait que la C.F.D.T. a donné son accord pour l'organisation en commun de ces manifestations... »

Des comités de chômeurs, de sans-travail seront constitués sur la base locale à l'initiative de la C.G.T. Ils seront ouverts à tous les chômeurs sans distinction, syndiqués ou non, y compris aux nombreux jeunes qui n'ont jamais eu d'emploi après leur scolarité.

Des dispositions doivent être prises pour syndiquer à la C.G.T. tous les chômeurs et sans emploi... »

(Le Délégué du Personnel, n° 215, fév. 1968, p. 4).

Enfin pour faire le lien entre tout cela nous avons une grande tâche supplémentaire :

« Nous (direction confédérale, ndlr.), appelons tous nos militants, tous nos adhérents, à participer de toutes leurs forces et de tout leur cœur à l'action qui doit conduire à l'ouverture d'un débat devant le Parlement et au déroulement d'un vaste mouvement de protestations populaires susceptibles d'imposer l'abrogation des Ordonnances. »

(Le Peuple, n° 796, 1-15/4/1968, p. 17).

et nous aurons à intervenir

« par délégations nombreuses et autres démarches auprès de vos élus, des députés, des sénateurs, pour qu'ils exigent un débat et un vote sur la Sécurité sociale et qu'ils rejettent les ordonnances. »

(Tract C.G.T., Union régionale parisienne, 1/4/1968).

On recommence comme à la rentrée, avec cette différence que si en octobre des illusions existaient encore sur l'efficacité de la pression sur les élus, il est bien possible que cette fois, elles aient disparu de la tête des militants.

Voilà donc le programme jusqu'aux vacances d'été. Cela ne permettra pas de grandes flambées : tout au plus aurons-nous un 17 mai, qui semble devoir appartenir aux dates historiques « dans la France de notre temps ». C'est peu, et surtout peu enthousiasmant.

Curieusement la Confédération vient d'éditer, pour le 1^{er} mai, une affiche « révolutionnaire ». Sur un drapeau rouge : Unité. Sur un drapeau du F.N.L. : solidarité. Une belle affiche en vérité mais hélas trois fois, sans rapport avec l'activité de la C.G.T. Mais ce n'est pas parce qu'elle est sans rapport avec l'activité de la C.G.T. que cette affiche est critiquée. Les militants de la C.G.T... et du P.C.F. protestent : quoi ? le drapeau rouge ! et pourquoi pas la faucille et le marteau pendant qu'on y est ?

Que peuvent faire des révolutionnaires dans cette situation ? Leur première tâche est d'être militants syndicaux (bien entendu, s'ils ont une activité salariée et non en quittant volontairement l'université) car, nous l'avons dit, c'est à l'intérieur du mouvement syndical que se préparent les mutations futures. Aujourd'hui, ils doivent ouvrir parmi les organisateurs du Festival de la jeunesse des discussions et préparer des rassemblements contre le chômage. Ils doivent être de ceux qui « réorganisent » le syndicat pour montrer que l'on ne peut pas dissocier l'organisation de l'agitation et de l'action revendicative. Ils ont à être de ceux qui discutent des conditions de l'unité avec la C.F.D.T.

A propos de la déclaration commune PCF - FGDS

Les syndicalistes réunis autour du bulletin « Le Militant », ont analysé et discuté démocratiquement du contenu de l'accord passé entre le P.C.F. et la F.G.D.S. Ils ont pris connaissance de la prise de position de la Commission administrative de la C.G.T. en faveur du document issu des négociations entre les deux formations politiques. Bien que la grande majorité des syndicalistes du « Militant » soient membres de la C.G.T., ils n'estiment pas devoir reprendre à leur compte la déclaration faite par la C.A. de la C.G.T., et ce, pour les raisons suivantes :

1) Il n'y a pas d'accord entre les deux formations signataires sur la fixation d'un salaire plancher de 600 F par mois, la F.G.D.S. ayant assorti ce point de conditions qui ne l'engagent pas dans le cas où elle accèderait au pouvoir.

2) Le retour à la semaine de 40 heures n'a pas été retenu sinon accompagné du mot progressif ; l'abaissement de l'âge de la retraite est accompagné du même qualificatif. Or l'élévation du nombre des chômeurs et les mises à la pré-retraite font que ces deux mesures doivent être adoptées immédiatement après l'avènement d'un gouvernement de « gauche ».

3) Il n'y a pas d'accord entre les deux for-

mations sur la question des nationalisations ; la F.G.D.S. entend créer un organisme pour « orienter » le secteur privé mais sans pour autant formuler des propositions permettant un contrôle des travailleurs sur la production ou interdisant aux capitalistes de se soustraire à un contrôle de l'Etat sur l'orientation de la production.

4) Sur le plan des problèmes de la démocratie et des institutions, la F.G.D.S. s'en tient à un amendement de la Constitution gaulliste et aucune proposition allant dans le sens de l'élection à la proportionnelle d'une nouvelle Assemblée constituante n'est formulée.

5) Sur le terrain de la politique extérieure, la F.G.D.S. met comme condition au désengagement à l'égard du Pacte Atlantique, la construction d'une force militaire européenne. Cette proposition conduirait, si elle était réalisée, à la naissance d'un pacte militaire de plus et non à l'instauration d'une paix durable en Europe.

Pour toutes ces raisons, les syndicalistes réunis autour du bulletin « Le Militant » estiment que l'accord n'apporte rien de constructif en correspondance avec les revendications de la C.G.T. et plus généralement de l'ensemble des travailleurs. C'est pourquoi, ils n'estiment pas devoir soutenir cet accord mais au contraire en souligner toutes les limites.

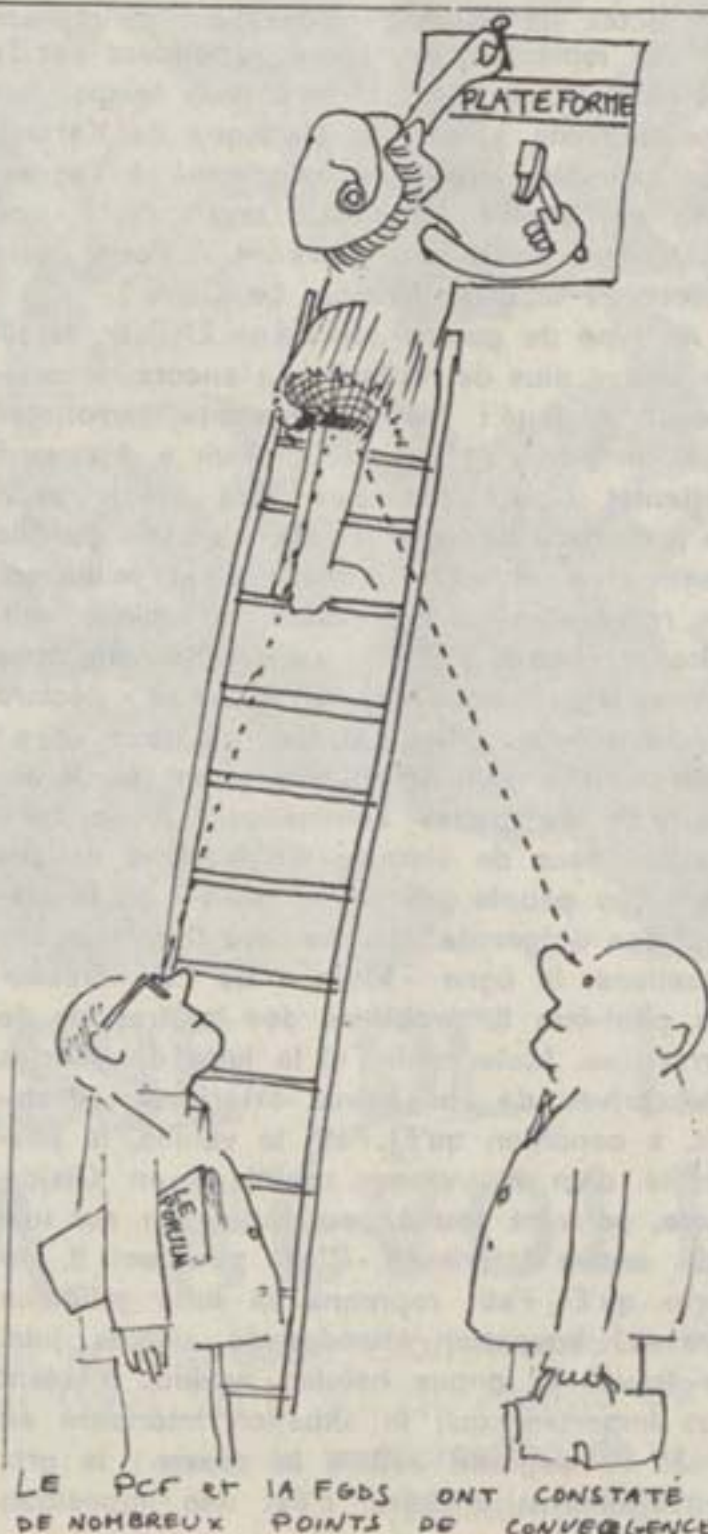
(Suite de la page 22)

Que font en réalité les révolutionnaires ? Non seulement ils s'intègrent à toutes les activités du syndicat mais en plus ils sont amenés à combiner une activité syndicale et une activité de soutien de la révolution vietnamienne. Par l'une et l'autre, ils sont amenés à trouver de nouveaux militants et surtout à apparaître comme d'authentiques dirigeants de masse, même dans des secteurs limités.

Comme en témoigne le texte que nous publions par ailleurs, des militants, révolutionnaires sinon par leur étiquette politique du moins par leur activité, en viennent même à s'organiser pour éditer un bulletin. Celui-ci reflète un peu les critiques qui fusent de partout dans la C.G.T. et surtout en donne la forme générale. Car si l'on commence à se rebeller au sein des syndicats ce n'est que d'une manière encore limitée, partielle. Il faudra sans doute des centaines de ce bulletin et probablement pas mal d'exclusions avant que quelque chose ne change réellement dans la C.G.T. En attendant, on ne peut guère manquer une seule réunion, car dans chacune d'elles, on discute, et à chaque fois il y a une critique à laquelle il faut donner sa forme et son prolongement.

A. P.

(1) Nous parlons ici de la C.G.T. en tant que centrale la plus influente dans la classe ouvrière, la plus forte numériquement et dont la direction a, de ce fait, les responsabilités les plus grandes. Cela ne signifie donc pas que nous n'avons pas de critiques à formuler à l'égard de la direction corrompue et traître de F.O. ou de la direction « intégrationniste » de la C.F.D.T.



Répression en Tunisie

« L'impérialisme n'existe pas, c'est un mot d'ordre démagogique lancé par les extrémistes pour justifier leur incapacité », affirmait Bourguiba dans un discours vilipendant l'opposition universitaire grandissante à son régime.

Mais pour ces « incapables » le « mot d'ordre » recouvre hélas une sinistre réalité en Tunisie : l'emprise croissante des Etats-Unis sur tous les secteurs clés de leur pays ; celle-ci se manifeste par les voies les plus diverses : entraînement et équipement de forces spéciales à Bouficha, de militaires, de policiers, par des « assistants techniques » américains ; présence permanente de « volontaires de la paix », activité inlassable des « missions culturelles », et débouche sur une politique inconditionnellement alignée sur celle du département d'Etat, que ce soit sur le problème vietnamien ou l'affaire palestinienne.

Les Américains ont fait comprendre que cette assistance leur semblait encore trop informelle et Bourguiba, en subordonné zélé, a déclaré récemment devant l'Académie Militaire qu'il envisageait de signer un pacte militaire avec les U.S.A. « de façon à protéger son pays de tout danger extérieur ».

C'est contre cette emprise qu'éclatait, le 5 juin 1967, la première grande manifestation publique anti-impérialiste organisée par les étudiants de Gauche de l'U.G.E.T. (1) devant les ambassades anglaise et américaine.

La manifestation ayant dégénéré, sous l'action des hommes du P.S.D. (2), brassard au bras, en actes de vandalisme contre les locaux juifs de Tunis, le gouvernement fit l'amalgame, et arrêta l'un des dirigeants de l'opposition progressiste, l'étudiant Ben Jenet. Après un simulacre de procès, celui-ci fut condamné à la plus forte peine, 20 ans de Travaux Forcés.

Cet avertissement « ne calma pas les esprits ». Après la rentrée universitaire, un Comité Vietnam était sur pied et participait le 17 novembre à la journée internationale de soutien au Vietnam.

Le 10 janvier, les étudiants manifestaient aux cris de « on ne nous achète pas avec du blé » contre l'arrivée d'Humphrey en Tunisie.

Le 15 mars, à l'appel du « Comité pour la libération de Ben Jenet », la grève des cours fut décrétée à l'Université.

Pendant 3 jours les meetings se succédèrent, aux quels plusieurs enseignants apportèrent leur soutien ; le mouvement s'amplifie et gagne le lycée Alaoui.

Décidée à briser le mouvement, la police investit les locaux universitaires, matraqua les manifestants dont un (lycéen) fut tué, et procéda à de nombreuses arrestations.

A l'heure actuelle, 5 étudiants ont été exclus à vie de l'Université, et 34 personnes (étudiants, personnel enseignant), tous les dirigeants du Comité Vietnam doivent passer en jugement.

Pour tous ces militants, ces mesures signifient l'impossibilité de trouver du travail et de survivre dans un pays où le contrôle policier s'appesantit chaque jour davantage. Tout homme soupçonné de sympathie envers les opposants est filé, arrêté sous les prétextes les plus futiles et « passé à tabac ».

L'indifférence de la grande presse occidentale aux événements tunisiens est significative : la Tunisie reste l'un des meilleurs garants du capitalisme en Afrique.

La J.C.R. s'associe pleinement à tous ceux qui luttent contre le régime policier de Bourguiba.

Solidarité avec les étudiants tunisiens emprisonnés !

M. K.

(1) Union Générale des Etudiants Tunisiens dont la direction est aux mains d'hommes du régime et l'aile gauche oppositionnelle, dont l'influence est grandissante, animée par le G.E.A.S.T. (Groupe d'Etude et d'Action Socialiste).

(2) Parti Socialiste Destourien... gouvernemental.

ISRAËL : UN AN APRÈS

441 avions détruits, 80.000 Egyptiens tués au napalm ou morts de soif dans le Sinaï, 600 chars détruits ou capturés ; les « frontières naturelles » atteintes : plateau de Golan, rive du Jourdain, Sinaï. Le 11 juin, le « monde libre » respire : Israël est sauvé.

Impeccable exemple de stratégie. Non moins impeccable exemple d'agression. Et après ? Qui a gagné la guerre ?

Les Israéliens ? Peut-être. Mais le vrai visage de la politique sioniste est apparu : détourner les Juifs de la lutte pour l'égalité raciale dans leur pays pour les transplanter dans un état artificiel, de nature coloniale, créé par expropriation des Arabes, Juifs, condamnés dès lors artificiel, de nature coloniale, créé par expropriation au rôle d'instrument de l'impérialisme et à l'agression perpétuelle.

DE L'OPPRESSION...

A en croire Moshe Dayan, la guerre de six jours devait assurer la paix à Israël et n'avait pas été menée dans des buts expansionnistes. Résultat : après l'annexion de Jérusalem, on donne aux Arabes des territoires occupés la carte d'identité israélienne. La ligne de cessez-le-feu devient « ligne d'armistice ». Précisons que les frontières de 1948 étaient déjà une ligne d'armistice. Puis l'administration civile prend le relai des militaires ; et Moshe Dayan pense déjà aller plus loin. Dans l'interview du Nouvel Observateur, on lit : « dans le cadre de négociations... nous sommes tout à fait disposés à rendre les hauteurs de Golan... Elles sont moins importantes que la poche Cisjordanienne qui réduisait Israël à l'état d'un couloir. » A quand l'annexion officielle de la Cisjordanie, où s'implantent 24 kibboutz ? Quant à la « politique libérale israélienne » : « soyons sérieux. Il y avait 60.000 Syriens à Kurestra. Aujourd'hui il reste 4 à 5 mille Druses, qui nous sont acquis, et soixante Arabes, que l'armée nourrit. Ces gens-là n'ont rien à faire à Kurestra. » (Colonel Ghazit). Moralité : 60 Arabes, c'est encore trop ! De même, 60.000 Arabes ont quitté la zone de Kaza pour se réfugier en Cisjordanie puis en Jordanie. Voilà pour l'état multiracial.

...A LA REPRESSION...

Arrestations, perquisitions en cas de grève sont de règle. On dynamite les maisons « soupçonnées d'avoir abrité des terroristes. » Le colonel Ghazit répond crûment : oui, nous pratiquons le contre-terrorisme.

La guerre agit comme un formidable catalyseur, a dit Lénine. La guerre de six jours a relancé le mouvement des masses arabes : chez les Palestiniens, tout d'abord. Ils prennent conscience qu'ils étaient utilisés par les dirigeants arabes à phraséologie socialiste com-

me masse de manœuvre ; voire que les intérêts des régimes réactionnaires féodaux, des bourgeoisies militaires et des sionistes coïncident : qu'ils se tiennent tranquilles. Actuellement, les soi-disant régimes progressistes arabes tentent de réprimer les commandos... et les Egyptiens les premiers.

Dans un premier temps, les « dirigeants » des mouvements de libération ont été éjectés. Au même moment, grossi par les Arabes expulsés de Cisjordanie le mouvement de lutte armée reprend son essor autonome. Pour la première fois des organisations de Palestiniens ne parlent plus de jeter les Juifs à la mer, mais la distinction entre dirigeants sionistes et Juifs trompés, avec qui un état multiracial est possible, apparaît. Plus important : au sein même d'El Fath, on commence à comprendre que la création de cet état, seule solution au problème israélien, impose une révolution socialiste au Moyen Orient : « désormais, il ne s'agit plus seulement du peuple palestinien, mais de la lutte générale de la nation arabe contre les trahisons impérialistes. Il nous faut un pouvoir qui soutienne la révolution et lui donne les armes et les hommes dont elle a besoin. »

Le processus de catalyseur agit également dans la population non palestinienne. La situation d'Husseini n'a jamais été aussi instable. Quant à Nasser, malgré sa spectaculaire fausse sortie de juin dernier, il n'a pu cacher aux masses égyptiennes la responsabilité de la bureaucratie militaire dans la défaite. L'action des ouvriers d'Helouan est le premier signe révélant que la lutte s'engage « désormais » contre la bourgeoisie égyptienne.

...ET A L'AGRESSION.

Qualifiés d'insignifiants quantitativement, les actes de sabotage dépassent maintenant 50 par mois. Les Israéliens répondent par la violence et, au bout d'un certain temps, par une nouvelle agression. L'attaque de Karané, par exemple. Israël est condamné à l'agression perpétuelle. Et déjà, Dayan dit : « une quatrième guerre est possible. » Pour quels objectifs ? Damas, Amman, Le Caire ?

Au type de guerre que mène El Fath, Israël ne trouve plus de réponse. Là encore, le catalyseur a joué : les mouvements terroristes sont en perte de vitesse. El Fath a désavoué l'attentat contre l'autobus civil qui a servi de prétexte à Karamé, et préconise une guérilla contre les objectifs industriels et militaires. De répression en répression, la logique militaire israélienne s'affole : « après Karamé, nous aurons la paix pour un bout de temps » déclare un militaire israélien. Du temps ? deux jours ! Faudra-t-il envahir quotidiennement la Jordanie ? Et les pertes commencent à se faire lourdes pour de simples « opérations de police ». Le peuple juif découvrira-t-il où le mènent ses dirigeants ? La dernière trouvaille des Israéliens, la ligne « Maïm - Ba Lev » résoudra peut-être le problème des infiltrations de terroristes. Mais même si la lutte de guérilla était privée de ses bases extérieures, resterait, à condition qu'El Fath le veuille, la possibilité d'un mouvement politique en Cisjordanie, pouvant peu à peu déboucher sur une lutte armée intérieure. C'est pourquoi il importe qu'El Fath reprenne la lutte politique (grèves, boycotts) abandonnée depuis juin. Ce travail à longue haleine devient d'autant plus important que la situation intérieure en Israël se dégrade depuis la guerre ; le prix de l'agression militaire, c'est une imposition

IMBATTABLE !



Publicité pour les oranges israéliennes

croissante de la population ouvrière et paysanne. Le nationalisme outrancier coûte cher. Sur le plan politique, il se donne les moyens d'une dictature intérieure.

A la répression anti arabe en Cisjordanie s'ajoute une répression contre les militants socialistes en Israël même. Des membres juifs et arabes de l'Organisation Socialiste Israélienne sont arrêtés. « Un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. » Les dirigeants israéliens ont mis en marche un processus redoutable : la fuite en avant ne fait qu'aggraver les contradictions. Si une direction nouvelle apparaît au Moyen Orient en dépit des efforts de l'U.R.S.S. pour étouffer un nouveau foyer révolutionnaire, les masses peuvent découvrir que la seule voie vers la résolution des contradictions nationales au Moyen Orient est le Socialisme. Les dirigeants sionistes auront peut-être un jour conscience d'avoir joué les apprentis sorciers.

DOCUMENTS J.C.R. DISPONIBLES

- Mouvement ouvrier, stalinisme et bureaucratie (H. Weber)
- Textes du Premier Congrès National
- Révolution et contre-révolution en Indonésie
- Israël et la révolution arabe

DOCUMENTS DIFFUSES PAR LA J.C.R.

- Où va le Parti ?
- Lettre ouverte au Parti Ouvrier Polonais (Kuron et Modzelewski)

CAMP CHE GUEVARA POUR LE VIETNAM

Organisé par le Comité Vietnam National et la Conférence de Bruxelles, un stage politique où les jeunes révolutionnaires européens rencontreront des jeunes Vietnamiens et des jeunes Cubains, se déroulera cet été, à 30 kilomètres de La Havane.

Pour tous renseignements, écrire à Avant-Garde Jeunesse, Boîte Postale 39-16, Paris.

AVANT-GARDE JEUNESSE
Directeur de publication : Gérard Verbizier
Dépôt légal : N° 607 — Editeur N° 33.778
OFFSET-PRESSE, Saint-Maur (94)